

# Agustin Guillamón

Portraits de militants révolutionnaires :

G. Munis, Josep Rebull, Albert Masó, Jaime Fernández Rodríguez

*suivi de :*

Le groupe franco-espagnol « Les Amis de Durruti »

La Bataille socialiste

<http://bataillesocialiste.wordpress.com>

2014

## Table des matières

G. Munis, un révolutionnaire méconnu.....	3
Un théoricien révolutionnaire : Josep Rebull.....	13
Albert Masó March (1918-2001).....	23
Jaime Fernández Rodríguez (1914-1998), .....	24
Le groupe franco-espagnol « Les Amis de Durruti » .....	29



# G. Munis, un révolutionnaire méconnu

(1993)

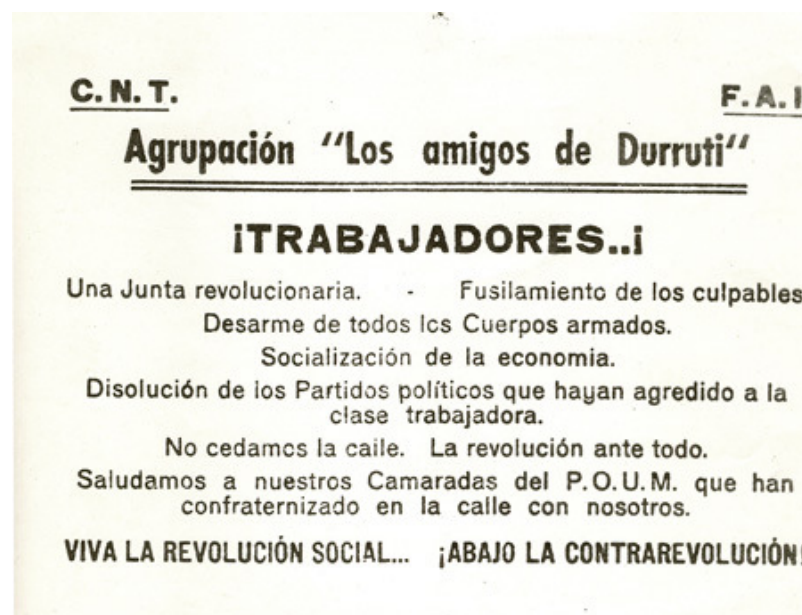
Paru dans les *Cahiers Léon Trotsky* en mai 1993.

Manuel Fernandez Grandizo (18 avril 1911-4 février 1989), plus connu sous le pseudonyme de G. Munis, était natif d'Extremadura, de Llerena. Ses parents émigrèrent au Mexique quand il était encore enfant. Il commença très jeune ses activités politiques. Au Mexique, il contribua à la fondation clandestine de l'Opposition trotskyste. Arrêté dans un meeting, il fut expulsé du pays. Arrivé dans la péninsule, il intervint dans les grèves paysannes de Llerena en 1928. Il fut aussi l'un des fondateurs de l'Opposition communiste de gauche en Espagne, c'est-à-dire de l'organisation internationale impulsée en France par Léon Trotsky. Il collabora à la presse de la Gauche communiste d'Espagne (nouveau nom de l'Opposition communiste, *La Antorcha*, *El Soviet*, *Comunismo*). De 1932 à 1933, il fut membre du groupe Lacroix. A la fin de son service militaire, il fut désigné, au début de 1934, comme représentant de la Gauche communiste à l'Alliance ouvrière de Madrid. Après l'insurrection d'octobre, il fut emprisonné. Partisan de l'entrisme dans les Jeunesses socialistes, comme le proposait Trotsky, il suivit la tendance dirigée par Fersen et Esteban Bilbao. La tendance de Nin et Andrade alla à la fusion de la Gauche communiste avec le Bloc Obrer i Camperol (BOC), parti marxiste et catalaniste, pour fonder en septembre 1935 le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM). La tactique entriste des trotskystes échoua complètement quand eut lieu la fusion des Jeunesses socialistes et communistes [1].

## La Guerre civile

Au début de 1936, Munis se rendit au Mexique d'où il revint en apprenant le soulèvement militaire et l'insurrection ouvrière de juillet. Il participa avec ses camarades aux combats du front de Madrid, dans les rangs des milices socialistes. En novembre 1936, Munis fonda à Barcelone une nouvelle organisation, la section bolchevik-léniniste d'Espagne, pro-IVe Internationale. Les trotskystes étaient peu nombreux en Espagne, divisés en deux groupes rivaux et en outre le POUM avait repoussé leur demande de s'organiser en fraction en son sein. Les deux groupes trotskystes existants qui comptaient surtout des militants étrangers, étaient connus par le nom de leurs publications respectives : *La Voz Leninista* et *El Soviet*. *La Voz Leninista* était le groupe officiel formé de Munis, Jaime Fernández, Costa, Cid, l'Allemand Moulin, le poète surréaliste français Benjamin Péret, les Italiens Carlini et Lionello Guido, le poète surréaliste cubain Juan Breá, entre autres. Le *Soviet* était le groupe hétérodoxe qui suivait les dissidents Raymond Molinier et Pierre Frank qui publiaient en France l'hebdomadaire *La Commune*. Ce groupe était dirigé par l'Italien Nicola di Bartolomeo, connu sous le pseudonyme de Fosco et qui, du fait d'un malentendu fut nommé par le POUM quelque chose comme délégué à l'accueil et au contrôle des étrangers, charge qu'il occupa de juillet à septembre. Il écrivit même un article dans *La Batalla*, l'organe du POUM. L'organisation fondée par Munis publia un bulletin à partir de janvier 1937, qui prit en avril le nom de *La Voz Leninista*, dans lequel on critiquait la CNT et le POUM pour leur collaboration avec le gouvernement de la bourgeoisie républicaine au moment où il fallait combattre pour la formation d'un Front ouvrier révolutionnaire pour prendre le pouvoir, faire la révolution et gagner la guerre. En mai 37, se produisit une insurrection ouvrière spontanée en défense des conquêtes révolutionnaires de juillet. A la nouvelle alarmante de l'attaque de la police contre l'édifice de la Telefonica, gérée par les syndicats, les patrouilles de contrôle et les comités de défense des quartiers construisirent des barricades et se rendirent rapidement maîtres de la ville (Barcelone — CLT), à l'exception du centre. Dans ce centre disputé de la ville, il y avait deux camps, chacun d'un côté de la barricade : d'un côté, les forces républicaines de Sécurité de la Généralité, avec ses Milices pyrénéennes,

les nationalistes anti-cénétistes de l'Estat Catala et le PSUC, et, de l'autre, la CNT et le POUM, mais surtout les travailleurs en armes. Seuls le groupe des Amis de Durruti et les trotskystes de *La Voz Leninista* lancèrent des tracts qui luttaient pour la poursuite de la lutte et s'opposaient à un cessez-le-feu. Ce furent les seules organisations qui essayèrent de donner une direction révolutionnaire au mouvement spontané des travailleurs. Ces derniers, cénétistes dans leur immense majorité, résistèrent aux mots d'ordre pacificateurs et défaitistes de leurs propres dirigeants mais finirent par céder devant l'absence d'alternative révolutionnaire de la part de la CNT. Les trotskystes espagnols, eux, manquaient d'organisation, leur nombre était infime [2a] et leur influence sur la classe ouvrière inexistante. Nous pouvons affirmer que leur activité se limitait presque entièrement à la publication de leur presse et aux tracts lancés en mai. On ne peut pas non plus parler d'une collaboration ou d'un contact d'aucune sorte entre les Amis de Durruti et la Section bolchevik-léniniste qui, simplement, coïncidèrent en mai dans la rue, avec un appel semblable adressé aux travailleurs [2b].



Quant à la création dans le POUM d'une fraction de gauche, favorable aux thèses révolutionnaires, malgré les invitations répétées dans *La Voz leninista*, on ne peut pas non plus parler de contact ni de collaboration pratique [3]. Seul Josep Rebull, administrateur de *La Batalla* et membre du comité central, auteur de contre-thèses [4] préparées pour le congrès du POUM, très critique à l'égard de la collaboration poumiste au gouvernement de la Généralité, avait présenté au comité exécutif de son parti un plan de Barcelone dans lequel il détaillait et défendait la prise du pouvoir *manu militari* dans les Journées de Mai. Ce plan fut repoussé par Nin, Andrade et Gorkin, qui considéraient que ce n'était pas un problème militaire, mais politique. Les contacts de Josep Rebull avec Jaime Balius ne donnèrent rien de pratique [5].

Ainsi, mai 37 ne trouva pas une direction révolutionnaire capable de transformer l'insurrection spontanée en une révolution, comme cela ne s'était pas produit non plus en juillet 1936. Ni en juillet ni en mai ne fut posé le problème de la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Munis affirmait que, dans l'Espagne en juillet 36, il s'était créé une situation de double pouvoir entre le gouvernement républicain et les nouveaux organes de pouvoir des travailleurs, les comités. Du fait de l'absence d'un parti révolutionnaire capable d'unifier et de renforcer ces comités à l'échelle nationale, la contre-révolution, incarnée idéologiquement par le stalinisme et organisationnellement par le Front populaire, avança pas à pas contre les conquêtes révolutionnaires de juillet jusqu'à porter, en mai 37, le coup définitif au centre névralgique de la révolution, la classe ouvrière barcelonaise.

La répression stalinienne, après la chute du gouvernement de Largo Caballero, obtint la mise hors la loi et le procès du POUM, mais aussi des Amis de Durruti et de la Section bl. L'assassinat des anarchistes Berneri, Barbieri et de tant d'autres moins connus, fut suivi de la disparition et de l'assassinat des poumistes Nin et Landau, mais aussi des camarades de Munis, Moulin (Hans Freund), l'ex-secrétaire de Trotsky Erwin Wolf et Carrasco, ami personnel de Munis depuis le service militaire.

Munis lui-même, avec la majorité des militants du groupe bl, fut emprisonné en février 1938 [6]. Ils furent accusés de sabotage et espionnage au service de Franco, de projeter l'assassinat de Negrin, la Pasionaria, Diaz, Comorera, Prieto et beaucoup d'etc., de même que l'assassinat commis sur la personne du capitaine russe Narvitch, agent infiltré dans le POUM. Il furent jugés par un tribunal semi-militaire, à huit clos et, initialement, sans défense juridique. Le procureur réclama la peine de mort contre Munis, Carlini et Jaime Fernandez Rodriguez. Les pressions internationales, ainsi que la volonté des autorités que fût repoussé après celui qui était préparé contre le POUM, firent ajourner la session au 21 janvier 1939!

Emprisonnés au château de Montjuich, dans le quartier des condamnés à mort, Munis et Carlini réussirent à s'évader au dernier moment. Ils franchirent la frontière avec le gros des réfugiés républicains qui fuyaient devant l'avance des troupes franquistes. Des années plus tard, déjà en exil, Munis apprit confidentiellement l'existence d'une directive pour exécuter tous les détenus révolutionnaires avant de passer la frontière. A Paris, *La Lutte ouvrière*, organe de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale publia dans ses numéros du 24 février et du 3 mars 1939 une interview de Munis. Il expliquait la chute de Barcelone sans résistance par le fait que la guerre avait perdu son sens pour les travailleurs depuis mai 1937. Selon son analyse, la révolution espagnole fut délibérément détruite par Moscou et ses sectateurs staliniens en Espagne.

### L'exil mexicain

A la fin de 1939, Munis prit la direction du Mexique. Il établit une relation personnelle assidue avec Léon Trotsky et sa femme Natalia Sedova. Trotsky le chargea de la direction de la section mexicaine. En mai 1940, il participa à ce que l'on appela la "conférence d'alarme" de la IV<sup>e</sup> Internationale.

En août 1940, après l'assassinat de Trotsky aux funérailles duquel il prit la parole [7], il intervint de façon répétée dans le procès intenté à l'assassin, en tant que représentant de la partie civile. Il affronta de façon résolue les parlementaires staliniens ainsi que la campagne de la presse stalinienne qui accusait Munis, Victor Serge, Gorkin et Pivert d'être des agents de la Gestapo. En dépit de la menace de mort lancée contre lui par les staliniens, il défia les députés mexicains qui le calomniaient de renoncer à leur immunité parlementaire pour l'affronter devant un tribunal.

A partir de 1941, il s'allia à Benjamin Péret, également exilé au Mexique, et à Natalia Sedova, dans leurs critiques à l'égard du Socialist Workers Party (SWP), le parti trotskyste des États-Unis qui (selon eux — NDLR) prenait parti pour l'un des camps de la guerre impérialiste, l'antifascisme [8].

Les divergences s'accrochèrent avec la critique du groupe espagnol aux partis français et anglais, appuyés par la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui prenaient des positions favorables à la participation aux différentes résistances nationales contre les nazis. L'immense mérite de Munis, Péret et Natalia était dans leur dénonciation de la politique de défense de l'État ouvrier dégénéré d'URSS conjointement au refus de l'appui aux résistances nationales antifascistes. Le camp militaire des Alliés, qu'ils fussent russes, américains, français ou anglais, n'était ni meilleur ni pire que celui des nazis. Abandonner la traditionnelle position marxiste de neutralité dans la guerre impérialiste, c'est-à-dire opter pour l'un des camps en conflit supposait l'abandon de toute perspective révolutionnaire de lutte de classes et de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. L'avance des troupes russes ne supposait aucun progrès de la révolution, mais au contraire l'expansion du stalinisme, c'est-à-dire de la contre-révolution

trionphante en Russie qui avait déjà étranglé la révolution espagnole pour sa politique extérieure et qui, dans le cours de sa conquête militaire, réprimait toutes les manifestations révolutionnaires en Pologne, Finlande ou Roumanie.

Par ailleurs, Munis, Péret et Natalia rejetaient aussi le mot d'ordre de lutte contre le nazisme et de défense de la démocratie, comme contre-révolutionnaire. Le choix ne devait pas être fascisme ou démocratie, mais communisme ou barbarie, l'alternative même défendue par Rosa Luxemburg et Lénine pendant la Première Guerre mondiale.

Les divergences entre le groupe espagnol et la direction de la IVe Internationale ne cessèrent de s'aggraver de façon insurmontable. Les positions de Munis, Péret et Natalia rencontraient un écho dans diverses sections de la IVe Internationale: en Italie, le POC, dirigé par Romeo Mangano, en France, la tendance Pannetier-Gallienne du PCI, ainsi que la majorité des sections anglaise et grecque.

Le groupe espagnol au Mexique édita à partir de février 1943 une publication de caractère théorique intitulée *Contra la Corriente*, destinée à défendre les principes de l'internationalisme marxiste, qui, à partir de mars 1945, fut remplacée par une nouvelle publication de caractère plus pratique et de combat, intitulée *Révolucion*.

Dans la maison d'édition mexicaine du même nom, Munis et Péret, ce dernier sous le pseudonyme de Peralta, publièrent diverses brochures dans lesquelles ils développèrent leurs théories sur la nature de l'État russe défini comme capitalisme d'État, sur la guerre impérialiste et le rôle des révolutionnaires, sur la guerre civile espagnole et le rôle contre-

révolutionnaire joué par le stalinisme ainsi que ses critiques à la IVe Internationale. En juin 1947, Munis, Péret et Natalia Sedova entamèrent un processus de rupture avec deux textes qui critiquaient durement la direction trotskyste : la *Lettre ouverte au parti communiste international(iste* — NDLR), section française de la IVe Internationale et *La IVe Internationale en danger*, préparé pour la discussion interne du congrès mondial.

### **De la Lutte contre le franquisme à la fondation de FOR**

C'est en 1948, alors que Munis et Péret s'étaient déjà établis en France, que se produisit la rupture définitive avec le trotskysme dans le IIe congrès de la IVe Internationale. Le congrès refusa de condamner la participation des révolutionnaires à la défense nationale, c'est-à-dire à la Résistance et approuva une résolution qui présentait la rivalité EU-URSS comme la principale contradiction mondiale. Cela, plus le mot d'ordre de défense inconditionnelle de la Russie, parce que, malgré tout, on la considérait comme un État ouvrier dégénéré, supposait la défense du stalinisme. Et ce qui était encore bien plus grave : cela supposait la substitution à la contradiction marxiste fondamentale de la lutte de classes entre bourgeoisie et prolétariat de celle, nationaliste, de l'appui à l'URSS dans sa rivalité avec les EU.

Munis qualifia ces positions du IIe Congrès de la IVe Internationale d'aberrantes et élaborait un document de rupture avec le trotskysme de la part de la section espagnole dans lequel il approfondissait et confirmait la définition de la Russie comme un capitalisme d'État, sans vestige socialiste aucun, et comme une puissance impérialiste [10].

Les trotskystes espagnols exilés en France avaient publié *Comunismo* dans la clandestinité de l'occupation hitlérienne, avec l'idée d'orienter les Espagnols dans leur collaboration avec les masses françaises dans un sens de classe. A partir du début de 1945, ils commencèrent la publication d'un périodique imprimé intitulé *Lucha de Clases* dans lequel ils défendaient l'alternative marxiste classique "socialisme ou barbarie" face à l'alternative bourgeoise de défense de la démocratie face au au fascisme [11]. La réorganisation du groupe en France était le premier pas pour le début de la lutte clandestine en

Espagne. Le groupe réussit à établir une petite infrastructure à Barcelone. Ils publièrent et diffusèrent quelques brochures et tracts dans lesquels ils dénonçaient les horreurs et la nature véritable du stalinisme espagnol et de la dictature fasciste. En mars 1951, pendant la grève générale des tramways de Barcelone, le groupe lança des tracts [12] dans lesquels était défendu le caractère spontané du mouvement contre une propagande franquiste qui les attribuait aux maçons et aux communistes payés par l'or de Moscou. C'est à cause de ces tracts et de ces brochures qui dénonçaient la politique contre-révolutionnaire des staliniens en Espagne que Munis et plusieurs de ses camarades furent condamnés à dix ans de prison. Ils avaient été arrêtés au premier anniversaire de la grève des tramways. A sa sortie de prison en 1958, Munis reprit en France son activité politique. Il fonda avec Benjamin Péret, le poète surréaliste français, et d'autres vieux camarades de lutte, le groupe FOR (Fomento Obrero Revolucionario) dans lequel il milita jusqu'à sa mort et qui, à partir de 1958 jusqu'à aujourd'hui, publie *Alarma*. Benjamin Péret mourut en 1959.

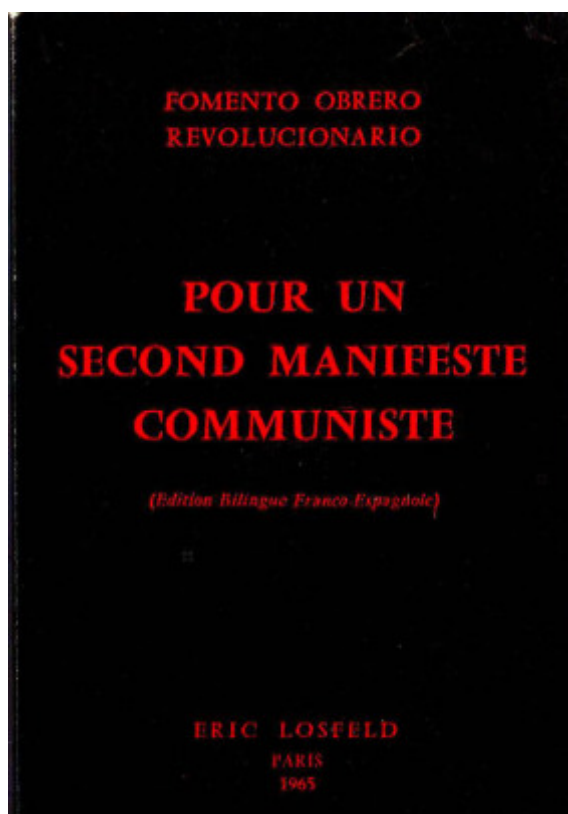
Munis fut expulsé de France. Il résida pendant quelques années à Milan, où il prit contact avec les groupes et les idées de la Gauche communiste italienne (bordiguistes et proches). Il eut de longues et amples discussions avec Onorato Damen, le dirigeant du groupe *Battaglia comunista*, d'où naquit un respect et une sympathie mutuels. Les thèses de FOR furent diffusées en Italie par la revue *Azione Comunista*. C'est à Milan qu'il fit deux de ses textes théoriques les plus importants: *Los sindicatos contra la revolucion*, en 1960, et *Second Manifeste communiste*, en 1961.

### **Les syndicats contre la révolution**

Dans le livre consacré aux syndicats [14], il continua l'analyse historique du syndicalisme commencée par feu Péret, en le définissant avec brio comme un organe fondamental du système capitaliste au sein du prolétariat. Pour Munis et Péret, le syndicat est inconcevable sans le travail salarié, lequel à son tour présuppose l'existence du capital. Et la fonction du syndicat est de réglementer la vente de la force de travail. Et cette fonction est devenue indispensable à l'ordre capitaliste contemporain. D'où leur importance actuelle toujours grandissante, partout, en tant que structures complémentaires de l'appareil d'État. Les syndicats sont en train de passer, selon Munis, d'une phase de libre concurrence entre l'offre et la demande à une phase d'encadrement de l'offre (de travail) en vue de la demande. Ou, ce qui est le même : les syndicats ont abandonné leur fonction d'intermédiaire entre l'achat /vente de la marchandise force de travail pour celle d'un contrôle rigide de cette marchandise par un syndicat transformé en appareil étatique ou en monopole capitaliste. De fait, dans nombre de pays, comme le constatait Munis, les syndicats étaient devenus des sociétés anonymes d'investissement, avec banques et entreprises leur appartenant qui, directement ou indirectement participaient aux bénéfices capitalistes. Les syndicats commencent à dicter directement, au nom du capital, toutes les conditions de travail.

Munis, à partir d'une perspective révolutionnaire, affirma que toute tentative de donner une orientation subversive aux syndicats était condamnée à l'échec. La transition au socialisme impliquerait forcément la destruction des syndicats. Munis expliquait la baisse des effectifs syndicaux par la méfiance et la répugnance des travailleurs. Ils ne vont donc vers le syndicat en cas de conflit ou de violation de leurs droits établis par la législation capitaliste que comme ils vont vers un commissariat de police en cas de vol ou d'agression. Munis affirma que les syndicats avaient une vie propre, sans plus de besoin de la classe ouvrière que celle de se servir d'elle comme d'un élément docile de manœuvre pour la défense de ses propres intérêts institutionnels d'entreprise idéologiques qu'elle suppose. Le capital n'est pas un propriétaire mais une notion économique, un rapport social : celui qui s'établit entre la classe qui achète la force de travail et la classe non-propriétaire qui est obligée de vendre sa force de travail parce c'est son unique moyen de subsistance. Les syndicats sont l'intermédiaire dans cet acte d'achat/vente de la marchandise force de travail et s'adaptent parfaitement au processus de concentration monopoliste du capital. Leur destin est lié à celui du capital non celui de la révolution. A plus grande concentration

monopoliste du capital, pouvoir syndical plus grand. Munis affirmait que les dirigeants ouvriers pouvaient à travers la suppression du capitaliste privé, se présenter comme la solution des contradictions sociales : mais cela signifierait le passage à une société de plus grande exploitation.



### La Révolution russe, le stalinisme et le capitalisme d'État

Dans son livre intitulé *Pro Segundo Manifiesto Comunista*, Munis étudia la révolution russe et sa trajectoire jusqu'au stalinisme [15]. Il y affirma que la révolution russe fut une révolution politique, non socialiste, mais permanente, avec le sens que Trotsky donnait au terme dans ses livres *1905* et *La Révolution permanente* et Lénine dans ses *Thèses d'avril*. Une révolution qui liait la destruction de la société féodale et tsariste avec les premières tâches de la révolution bourgeoise, assemblées par des moyens socialistes. Mais il fallait la victoire de la révolution communiste en Europe. L'échec de l'extension internationale de la révolution, isolée et acculée en Russie, obligea à instaurer la Nep et le capitalisme d'État qu'elle comportait, même sous contrôle du prolétariat. La Nep signifia en réalité la fin de la révolution permanente et le début d'un recul révolutionnaire. La contre-révolution stalinienne dota la Russie d'un capitalisme d'État aussi impérialiste que son rival américain, bien que beaucoup plus faible. Le grand mensonge qui divisa et enchaîna le mouvement ouvrier international fut de présenter ce capitalisme d'État russe comme le socialisme. Tous les PC jouèrent dans leurs pays respectifs un rôle contre-révolutionnaire inappréciable pour le capitalisme international. Munis qualifia la IV<sup>e</sup> Internationale et les différentes révolutions nationales communistes dans les pays d'Europe de l'Est, en Chine, à Cuba, en Algérie, etc. comme des pointes avancées de l'extension de la contre-révolution commencée. Et, au cœur des luttes de libération nationale, dans les années soixante, il affirma que toute lutte nationale était réactionnaire. Le texte de Munis, signé FOR, se concluait par la proclamation d'un programme qui unissait les revendications clés de la lutte économique de la classe ouvrière résumées dans la formule "Travailler moins, gagner plus" et des revendications politiques comme la liberté de presse, de grève, de réunion et d'organisation, en-dehors des partis et des syndicats, pour se terminer avec les objectifs communistes programmatiques comme la suppression du travail salarié, la suppression



des frontières; et l'instauration de la dictature du prolétariat, inséparable de la démocratie la plus exigeante au sein des masses travailleuses.

### **De Mai 68 à sa mort**

Après avoir écrit ces deux livres qui expriment le sommet de sa pensée, Munis put s'établir de nouveau en France. En 1966 on tenta de relancer à nouveau le groupe dans l'Espagne franquiste et le FOR lança un appel en ce sens [16]. Munis continua son travail d'organisateur dans le FOR et de propagandiste et théoricien.

De 1966 à 1972, il participa à diverses initiatives et débats avec les différents courants révolutionnaires surgis de l'ébullition sociale et politique que mai 68 souleva en France et à l'automne de 69 en Italie. Le passé révolutionnaire de Munis et son travail théorique novateur à l'égard du syndicalisme, du stalinisme et du capitalisme d'État, lui donnaient un certain prestige et nombre de ses apports théoriques furent repris et appropriés par diverses tendances et partis politiques. Ce prestige ne se transforma pas en mode ou en célébrité passagère, du type Marcuse, mais en solide point d'appui théorique dans le marasme et la confusion que cinquante ans de contre-révolution stalinienne avaient imprimés à la pensée marxiste. En 1975, Spartacus publia en français un nouveau livre de Munis qui approfondissait et synthétisait ses critiques du stalinisme et du capitalisme d'État russe [17].

Entre 1973 et 1976, il publia dans *Alarma*, organe du FOR, de très importants articles théoriques. Dans celui publié en 1973 intitulé "Classe révolutionnaire, organisation politique et dictature du prolétariat", il revint au vieux thème développé par Lénine dans *Que faire ?* sur le rapport entre masse et avant-garde politique et de l'introduction de la conscience révolutionnaire dans la classe ouvrière par une minorité. C'est extrêmement intéressant l'exposé encyclopédique que fait Munis de la conception de la dictature du prolétariat que développent au cours de l'histoire les différents courants marxistes, depuis Lénine et Otto Rühle jusqu'aux bordiguistes et conseillistes, ainsi que la critique rigoureuse à laquelle il les soumet.

En 1964 parut dans *Alarma* une critique acérée d'un groupe concret faite par Munis [18], dans laquelle il débattait le caractère de la décadence du capitalisme ainsi que l'existence ou non d'une crise économique de surproduction et l'influence positive ou négative qu'aurait un soulèvement révolutionnaire. Munis niait l'existence d'une crise économique de surproduction et niait en outre que, si elle se produisait, elle puisse être le point de départ d'une situation révolutionnaire.

En 1976, Munis publia dans *Alarma* un article intitulé "Conscience révolutionnaire et classe pour soi" qui complétait et enrichissait les thèmes traités dans les deux articles que nous venons de commenter [19].

### **Transition et réaffirmation**

Entre 1977 et 1981, avec le début de la transition démocratique commence une nouvelle relance de FOR en Espagne. En avril 1977 apparut le numéro 1 de la 3e série d'*Alarma*, dont la publication avait commencé en 1958. C'est également de 1977 qu'est daté *Reafirmacion*, en tant qu'épilogue de la nouvelle édition que la maison Zero-Zyx a faite de son livre sur la guerre civile espagnole [20]. Dans sa réaffirmation, Munis, bien qu'il révisé quelques aspects du livre édité en 1948, fait une apologie de la révolution espagnole, qu'il considère comme plus profonde que la révolution russe. Pour Munis, l'insurrection de juillet 36 et les événements de Mai 37 sont le moment culminant de la vague révolutionnaire mondiale commencée en Russie en 1917. Il n'a jamais considéré que mai 37 a été une lutte fratricide entre travailleurs, mais reste fidèle à son analyse trotskyste des années 30. Il a affirmé et il ré-affirme qu'en Espagne la révolution a échoué faute d'un parti révolutionnaire. En juillet 36, les travailleurs désarmés ont vaincu l'armée capitaliste ; en mai 37, les ouvriers armés ont affronté la contre-

révolution incarnée par le parti communiste mais ils ont été défaits par leurs propres dirigeants, par leurs propres organisations syndicales et politiques. Sans théorie révolutionnaire, il n'y a pas de révolution. Sans parti révolutionnaire, toute insurrection est vouée à la défaite. En juillet 36, la classe ouvrière était désarmée mais elle avait des objectifs politiques clairs : affronter le fascisme et le soulèvement militaire. L'absence de parti révolutionnaire produisit une situation historique paradoxale : la classe ouvrière en armes était maîtresse de la rue et laissait l'appareil d'État aux mains de la bourgeoisie républicaine. En mai 37, la classe ouvrière armée a voulu les conquêtes révolutionnaires de juillet, mais elle était désarmée politiquement : aucune organisation ouvrière de masse n'a fixé comme objectif la prise du pouvoir. Les organisations minoritaires qui le firent étaient sans autorité, mises hors la loi et persécutées. L'insurrection l'emporta mais elle échoua politiquement. Franco n'eut pas besoin d'écraser la révolution, staliniens et républicains l'avaient déjà fait. Tout en se consacrant à son travail d'organisateur du FOR qui arriva à avoir des sections aux EU et en Grèce, outre l'espagnole et la française, Munis n'abandonna jamais son travail théorique. Il publia en 1983 une brochure de critique des groupes trotskystes [21]. En février 1986, il participa à des journées de bilan révolutionnaire de la guerre civile espagnole convoquées par FOR avec la participation de militants appartenant à un arc-en-ciel très large de courants politiques.

Au moment de sa mort, il nous laissait achevé un nouveau livre pas encore publié consacré à l'étude de l'État et des problèmes que pose sa suppression dans une société communiste.

### Épilogue

De mauvais temps courent et des vents pires soufflent pour l'Histoire. La transition du fascisme à la démocratie s'est basée sur le consensus et l'oubli. Aujourd'hui une société profondément apathique, amnésique, acritique, dépolitisée et indifférente fait que le débat, la critique, la recherche théorique, la confrontation d'idées et la pensée politique sont impopulaires ou au moins passées de mode. Mais si en outre cette attitude pèse sur notre hier, si elle remue la mémoire d'un passé historique récent, que nous le voulions ou non, cela nous configure et nous détermine puis inévitablement nous nous retrouvons nageant à contre-courant.

Munis est mort ignoré à Paris le 4 février 1989.

Le XX<sup>e</sup> siècle a été prodigue en guerres et en révolutions, en progrès techniques et actes barbares, en idéologies politiques et en aberrations. Un des phénomènes qui ont marqué notre siècle a été le stalinisme. En pleine guerre mondiale, quand on n'avait pas encore mis de numéro, la victoire de la révolution d'Octobre parut confirmer et mettre à portée de la main un monde nouveau pour les déshérités de la terre.

Au nom du communisme, des milliers d'hommes dans tous les pays allaient risquer leur vie dans une lutte et une foi qui promettait la libération des opprimés, la construction du paradis sur terre.

Mais la réalité et l'Histoire, avec ses tempêtes et ses misères, ont changé cet idéal en camp de concentration, cette foi en une inquisition, cette espérance en une frustration, ce combat en une trahison, ce communisme en un capitalisme d'État encore plus féroce, ce paradis en un (...) La biographie et la pensée politique de Munis sont un roc dans ce paysage de sables mouvants. Ce fut un militant toujours fidèle au combat de sa classe et extrêmement lucide dans son analyse sur le syndicalisme et le stalinisme. Ce fut l'un des rares marxistes de sa génération écrasée par le stalinisme qui sut résister à l'assaut de la contre-révolution.

Tel fut Munis. Sa mort ne fut pas une information. Il nous laisse comme legs un inappréciable travail théorique qui nous permet de comprendre le présent et de construire l'avenir. Il fut un théoricien marxiste de la dimension de militants comme Onorato Damen, Amadeo Bordiga, Paul Mattick, Karl Korsch, Ottorino Perrone, Bruno Maffi, Anton Pannekoek ou Henk Canne-Meijer, c'est-à-dire

membre de plein droit de cette génération de théoriciens et militants marxistes qui, dans les circonstances les plus contrairement, exilés, poursuivis, dans la misère totale, calomniés ou menacés de mort surent continuer et enrichir l'analyse marxiste de la réalité sociale et garder le lien avec la génération de Lénine et de Rosa Luxemburg.

Cette pensée marxiste, profondément originale et rigoureuse, a été en outre écrite dans un castillan de racines populaires les plus pures et les plus belles, qui semble sculpté dans la langue littéraire de notre siècle d'or. Le livre de Munis et de Péret sur les syndicats n'a paru qu'en version française et son œuvre posthume sur l'État n'a pas encore été éditée. On a pourtant publié en France les œuvres complètes de Benjamin Péret [22]. Ce n'est pas étrange qu'en Espagne on ignore l'un des penseurs marxistes les plus intéressants et les plus novateurs de notre siècle. Il n'est pas rare non plus que les livres de Munis édités en castillan soient pratiquement inconnus, même de spécialistes en histoire contemporaine et pensée politique [23].

Il est évident que l'ignorance, l'oubli et le dédain pour ce que l'on ignore sont les grandes vertus de la société et de la culture post-franquiste. Celui qui ignore le passé ni ne comprend le présent ne peut pas lutter pour l'avenir. L'Histoire n'oublie pas, celui qui oublie renonce aux signes de son identité.

#### Notes:

[1] La tendance qui s'opposa au sein de la ICE à la fusion avec le BOC était formée d'Esteban Bilbao, Fersen et Munis. Elle ne parvint pas à réunir plus d'une dizaine de militants. Son entrée dans le PSOE n'impliqua la création d'aucune fraction et n'eut pas le moindre poids. Ainsi peut-on affirmer et fortement souligner que, de septembre 1935 à novembre 1936, Munis resta sans parti dans une période historique cruciale.

[2a] C'est intéressant de se faire une idée du nombre de militants des principales organisations révolutionnaires de mai 37, sans que cela invalide en rien leurs positions politiques : Groupe des Amis de Durruti : de 4 à 5000. Trotskystes de *La Voz*, de 15 à 30. Trotskystes du *Soviet*, de 8 à 10, cellule 72 du POUM : une dizaine. Le nombre indiqué pour les AdD fait référence au nombre de cartes distribuées avant mai 37, suivant les données extraites de la lettre de Balius à Bolloten du 24 juin 1946, confirmées par Jordi Arquer dans son histoire du groupe des Amis de Durruti. Les données sur les organisations trotskystes sont extraites du livre de Mintz & Pecina, *Los Amigos de Durruti; los trotskistas y los sucesos de mayo*, Madrid, 1978. Les chiffres sur la cellule 72 du POUM du questionnaire de l'auteur à Rebull (16 décembre 1985).

[2b] Le texte de la feuille des Amis de Durruti disait : "Travailleurs ! Une Junte révolutionnaire. Fusiller les coupables. Désarmer tous les corps armés. Socialiser l'économie. Dissolution des partis politiques qui ont agressé la classe ouvrière. Nous n'abandonnerons pas la rue. La révolution avant tout. Nous saluons les camarades du POUM qui ont fraternisé avec nous dans la rue. Vive la révolution sociale ! A bas la contre-révolution !" (*La Batalla*, 6 mai 1937), *El Amigo del Pueblo*, 20 juillet 1937). Le texte de celle du groupe que dirigeait Munis disait : "Vive l'offensive révolutionnaire ! Pas de compromis. Désarmement de la GNR et de la Garde d'assaut réactionnaire. Le moment est décisif. La prochaine fois, il sera trop tard. Grève générale dans toutes les industries ne travaillant pas pour la guerre jusqu'à la démission du gouvernement réactionnaire. Seul le pouvoir prolétarien peut assurer la victoire militaire. Armement total de la classe ouvrière. Vive l'unité d'action ! Vive le Front révolutionnaire du prolétariat ! Dans les ateliers, les usines, sur les barricades etc. comités de défense révolutionnaire" (*Lutte ouvrière*, 10 juin 1937)

[3] Interview de Munis par l'auteur à Barcelone le 16 novembre 1984: *Y a-t-il eu une collaboration entre la section b.l. et les groupes de gauche révolutionnaires comme les amis de Durruti ou Rebull, qui a critiqué le comité exécutif du POUM et Nin ?* Je ne me souviens pas de ces choses. Je n'ai pas gardé les détails en mémoire mais bien sûr, je n'ai rien su ni des Amis de Durruti ni de Rebull ni de tout ça avant Mai. *Et après les événements de Mai ?* Après, j'ai essayé de contacter Rebull (en France) pour voir si on pouvait agir ensemble, mais il avait régressé. Il a collaboré pendant la guerre à Franc-Tireur. Il est entré dans la Résistance et nous considérions la Résistance comme l'un des camps de la guerre impérialiste, à laquelle les révolutionnaires ne devaient pas participer".

[4] Cf. *Boletín interior* n°1, organo de discusión para el II congreso del comité local de Barcelona del POUM, 23 avril 1937 et *Boletín* n°2, 29 mai 1937. Josep Rebull était le secrétaire de la cellule 72

[5] Questions de Guillamón à Rebull le 16 décembre 1985 : *La cellule 72 a-t-elle voulu établir des contacts avec d'autres groupes avec l'intention de créer un Front révolutionnaire, c'est-à-dire avec les Amis de Durruti, les Jeunesses Libertaires, Balius, Munis et autres secteurs du POUM*: —Les seuls contacts avec les AdD eurent lieu pendant les Journées de mai, mais la faible importance numérique de ce groupe sans liens à la base et la modeste représentativité de la C.72 ne permirent pas d'aboutir à un accord pratique, comme nous l'aurions voulu en adressant un manifeste commun aux travailleurs en lutte. Je ne me souviens pas d'avoir parlé à Munis avant la fin de l'exil à Paris des conversations sans importance particulière". L'importance excessive donnée au contact entre Balius et Moulin —résultat plus de l'imagination que de preuves —entraîna des auteurs comme Clara et Pavel Thalmann à l'idée d'une influence irrésistible de Moulin dans

la pensée de Balias : cela me paraît totalement infondé. Même une lecture sommaire de l'*Amigo del Pueblo* suffit pour constater que Balias et les AdD n'étaient ni marxistes ni influencés en rien par le marxisme. Balias, quant à lui, repousse énergiquement l'idée qu'il y ait eu quelque influence du POUM ou des trotskystes sur les AdD.

[6] On peut suivre dans le détail, dans les numéros de 1938 de *La Lutte ouvrière* la détention, les péripéties et le jugement des militants bl. L'hebdomadaire menait campagne pour leur défense et pour obtenir des garanties juridiques minimum pour ses camarades espagnols.

[7] Texte de son discours dans *Revolucion* n°6/7, août-sept. 1940.

[8] G. Munis, *Le SWP et la Guerre impérialiste*, Mexico, 1945.

[9] G. Munis, *Los revolucionarios ante Rusia y el estalinismo mundial*, Mexico 1946. Sur l'appui de Natalia aux thèses de Munis et Péret, on peut consulter les documents reproduits en annexe du livre de Roussel, *Les Enfants du Prophète*, Paris, 1972.

[10] Groupe communiste internationaliste, *Explicacion y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV Internacional*, Paris, sept. 1949.

[11] Cf. *Révolution*, 2/3, avril/mai 1945.

[12] La tract intitulé "A bas Franco et la Falange, Vive la Grève" était signé par un groupe appelé "groupe des premiers spontanés de la révolution mondiale". Il est reproduit dans *Fomento Obrero Revolucionario*, *Alarma*, prima y segunda serie, 1958-1976, FOR, pp. 37-38.

[13] cf. "Quatre mensonges et deux vérités. Politique russe en Espagne". *ib.* p. 16-36.

[14] Péret & Munis, *Les syndicats contre la révolution*, Paris, 1968.

[15] FOR, *Pro Segundo Manifiesto Comunista*, Paris, 1965.

[17] FOR, *Llamamiento y exhorta a la nueva generacion*, Paris, 1966.

[18] Munis, *Parti-État stalinisme révolution*, Paris, 1975. Munis, " Trayectoria quebrada de *Revolución Internacional* ", *Alarma*, 1974.

[19] Munis, *Conciencia revolucionaria y clase para sí*. *ib.* N°31, janv.-avril 1976.

[20] Munis, *Jalones de derrota, promesa de victoria*, Madrid, 1977.

[21] Munis, *Analisis de un vacio. Cincuenta anos despues del trotskisme*, Barcelone, 1983.

[22] Péret, *Oeuvres complètes*, Paris, 1989.

[23] Pour toute correspondance avec l'auteur de cet article, s'adresser à Guillamon, Apartado 22 010 Barcelona.



# Un théoricien révolutionnaire : Josep Rebull

## La critique interne de la politique du Comité Exécutif du POUM pendant la Révolution espagnole (1936-1939)

(2000)

Article paru dans les *Cahiers Léon Trotsky* N°71 en septembre 2000. La page 67 a dû être retraduite par nos soins à partir de la version espagnole d'origine.

*A. Guillaumon nous a autorisés à reproduire son article sur Josep Rebull tel qu'il est paru dans Balance. Nous nous sommes permis de petites compressions dans les notes notamment ainsi que leur intégration dans le texte, en particulier les notes bibliographiques, pour des raisons de longueur. Nos lecteurs en retrouveront les éléments dans les annexes que nous nous proposons de publier ensuite.*

### 1. Ébauche biographique et contexte historique

Josep Rebull Cabré est né à Tivissa (Tarragone), en 190. Il s'est lancé dans les luttes sociales à l'exemple de son frère aîné, le fameux militant du POUM Daniel Rebull dit David Rey, combattant des luttes sociales de 1915 au franquisme, qui purgea au total 19 années de prison. Il a subi son premier emprisonnement à onze ans, au domicile de son frère, à Barcelone, à cause de la grève générale de 1917, ce qui provoqua un énorme scandale. Il a fait des études d'expert industriel. Sous la dictature de Primo de Rivera, en 1927, alors qu'il faisait son service militaire, il a adhéré au Parti Communiste d'Espagne, à Tarragone.

En 1932, il fut l'un des fondateurs puis militants du Bloc Obrer i Camperol (Bloc ouvrier et paysan), le BOC, à Tarrasa. Responsable salarié du travail des publications du BOC à partir d'octobre 1934, il obtint d'excellents résultats grâce à une distribution bien conçue et réalisée de la presse de son parti. Il participa à la fondation du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, le POUM, à Las Planas en septembre 1935. Il était ami intime de Manuel Maurin. En février 1936, il figura sur les listes du POUM pour Tarragone. Au cours des journées révolutionnaires du 19 juillet, il prit part aux combats de rue à Barcelone, sur la Place de Catalogne, dans le groupe d'une centaine de militants dont Carmel Rosa, dit Roc, Josep Rovira, Algimir, Germinal Vidal, etc.

Josep Rebull sortit indemne de l'affrontement avec un peloton militaire avec lequel il était en train de parlementer, bien qu'il fût là au côté de Germinal Vidal, secrétaire de la Juventud Comunista Ibérica (JCI) qui fut abattu à coups de feu sur la Place de l'Université le 19 juillet.

Après réquisition des presses du *Correo catalan*, il organisa la presse du POUM et les éditions de l'Editorial Marxista, dont il était administrateur.

Gaston Davoust, dirigeant du groupe français « Union communiste », passa trois semaines à Barcelone en août-septembre 1936, pendant lesquelles il maintint divers contacts et entretiens avec des dirigeants anarchistes et du POUM et commença son amitié avec Josep Rebull.

On n'avait pas de nouvelles de Joaquin Maurin, lequel se trouvait en Galice le 19 juillet et fut donné pour mort. Le 22 juillet, la CNT et le POUM appuyèrent la formation en Catalogne du Comité Central des Milices Antifascistes, le CCMA, auquel participaient aussi des représentants des partis bourgeois, du gouvernement bourgeois de la Généralité et les staliniens.

Andreu Nin, secrétaire politique du POUM, sans consulter les militants de son parti, accepta la charge de ministre de la Justice dans le gouvernement de la Généralité, qu'il assura du 26 septembre au 13 décembre 1936, où il en fut exclu sous la pression des staliniens. Le 1er octobre 1936 se produisit l'autodissolution du CCMA, le 9 octobre, le gouvernement de la Généralité — avec la participation du

POUM et de la CNT — avait adopté un décret sur la dissolution des comités locaux, qui devaient être remplacés par des municipalités de Front populaire ; le 13 octobre, un décret préparé et signé par Nin en personne détruisit l'œuvre réalisée par Eduardo Barrioberro (1880-1939) avec les tribunaux de justice populaire (ce qui lui valut la prison républicaine et l'exécution par les franquistes) ; le 24 octobre furent approuvés les décrets de militarisation des Milices Populaires et de contrôle de l'ordre public par une Junte de Sécurité intérieure.

Le 27 janvier 1937, Nin écrivit au CE du PSOE en proposant la participation du POUM aux conférences d'unification du PSOE et du PCE. Quelques jours plus tard seulement commença la répression contre les poumistes à Madrid (*La Batalla* 9 février 1937). Le chef du Conseil de la Généralité de Catalogne, José Tarradellas, promulgua une batterie de décrets économiques et financiers, connus sous le nom de décrets de S'Agaró qui marquèrent le début de l'offensive de la Généralité pour s'emparer du contrôle des entreprises collectivisées. Au début de mars, le décret de contrôle de l'Ordre Public, rejeté par la CNT, ouvrit une profonde et grave crise de gouvernement de la Généralité. La vie quotidienne des travailleurs était affectée par le coût de la vie, les queues du rationnement et la pénurie de produits de base. En mars et avril 1937 il se produisit nombre d'affrontements, dans diverses localités de Catalogne, entre les militants anarchistes et les forces de la Généralité et du PSUC, parmi lesquels celui qui se déroula à Bellver de Cerdagne. Une lutte sourde commença à opposer, entreprise après entreprise, entre les militants de la CNT, ceux qui voulaient maintenir la collectivisation et leur contrôle ouvrier, et ceux qui soutenaient l'interventionnisme de la Généralité préparée par les décrets de S'Agaró [1]. Nombre d'assemblées ouvrières eurent à subir dans les usines la présence et la pression des forces de l'ordre public.

En mars 1937, un vaste secteur de militants du POUM manifesta ses protestations devant l'absence de discussion interne et le nouveau report du congrès, déjà reporté à décembre 1936, en février 1937, puis de nouveau en mars. En mars et avril 1937, les réunions hebdomadaires des secrétaires politiques et d'organisation des comités de district, canalisèrent le mécontentement des militants de base. C'est ainsi que le Comité Local de Barcelone, le CL du POUM devint un organisme d'opposition, ferme, à la direction du POUM : le Comité exécutif (CE) et le Comité Central (CC), lequel, outre sa revendication de la convocation du congrès, commença un débat sur le travail politique au front qui rencontra l'opposition des chefs militaires à la formation de cellules parmi les miliciens, et aussi sur la participation du parti à un gouvernement bourgeois, ce qui semblait désavouer la stratégie suivie jusque là par le CE. Le 13 avril, comme point culminant de ces actions de protestation, produit d'un malaise profond dans la base militante poumiste, fut convoquée une réunion commune du CL de Barcelone et du Comité central, dans laquelle Josep Martí, du CL de Barcelone, et Josep Rebull obtinrent l'approbation et la décision de diffuser largement un manifeste du CL de Barcelone, publié dans *La Batalla* du 15 avril, sur la crise de la Généralité, qui critiquait la présence du POUM dans ce gouvernement bourgeois et appelait à la formation d'un Front Ouvrier Révolutionnaire qui fasse des Conseils ouvriers des organes de pouvoir. On annonça aussi la nouvelle convocation du IIe congrès pour le 8 mai, ainsi que d'importantes facilités pour publier et diffuser dans des bulletins intérieurs les contre-textes des différentes cellules, opposés aux thèses officielles du CE. Le 16 avril, Nin assista à une réunion du CL de Barcelone dans laquelle il réussit à empêcher la publication d'une brochure contraire à la ligne du parti. Selon Nin, il ne fallait pas parler de soviets mais de gouvernement syndical.

Josep Rebull était secrétaire de la cellule 72 du POUM à Barcelone. Les contre-thèses signées par cette cellule (12 militants environ) qui furent publiées dans le *Boletín de discusión del II Congreso del POUM* édité par le comité local de Barcelone étaient son œuvre et ne faisaient que réunir, approfondir et théoriser les controverses et revendications de la base militante du POUM hostile à la stratégie politique du CE. La raison pour laquelle ces contre-thèses furent signées par la cellule 72, au lieu de Josep Rebull,

était due aux exigences du règlement du IIe congrès.

Pendant les Journées de mai, Josep Rebull a été retenu pendant plusieurs jours en otage par une unité stalinienne. Son intervention dans les Journées de mai touchait à trois points importants mais n'appelait pas à prendre le pouvoir les camarades de la CNT, comme on l'affirme dans « The Spanish Civil War » dans *Revolutionary History*, vol. 4, car il s'était borné à poser cette question au CE de son parti.

Il s'agissait des trois points suivants ; a) une entrevue entre la cellule 72 et les Amis de Durruti, dans la nuit du 4 mai, dans laquelle on décida de ne prendre aucune initiative, étant donné le caractère minoritaire des deux organisations et parce qu'on considérait que l'action décidée par la CNT serait décisive. b) une entrevue avec le CE du POUM : Nin, Andrade et Gorkin au cours de laquelle, plan de Barcelone à la main, il démontra que la victoire militaire était certaine si le POUM se décidait à attaquer les bâtiments gouvernementaux du centre de la ville, à quoi il fut répondu qu'il ne s'agissait pas d'une question militaire, mais politique : la prise du pouvoir signifiait la rupture de l'unité antifasciste et elle précipiterait la victoire rapide des armées de Franco. c) il céda l'imprimerie du POUM aux Amis de Durruti pour le 8 mai afin que ces derniers, désavoués par la CNT, puissent lancer un manifeste qui fasse le bilan des récentes journées de mai.

Les graves événements survenus pendant les Journées de mai à Barcelone du 3 au 8 mai 1937, rendirent impossible la tenue du congrès qui fut de nouveau déplacé, cette fois au 19 juin, en même temps que l'on convoquait une conférence internationale pour le 19 juillet. Face à la répression, contre le POUM, déchaînée le 16 juillet 1937, le parti resserra les rangs et les critiques contre la politique collaborationniste du POUM, étant donné l'impossibilité de convoquer le IIe congrès, se turent provisoirement. Rebull, par ailleurs, se retrouvait isolé, puisque les autres membres de la cellule 72 ne le suivirent pas sur ses positions. Ainsi, une fois écartée définitivement la possibilité de tenir un congrès du parti, ce qu'on appelait « la gauche » du POUM à Barcelone, au début de 1938, ne comptait qu'un seul militant : Josep Rebull. Pendant l'année de clandestinité qu'il vécut à Barcelone, il occupa alternativement l'étage de Joaquin Maurin dans la rue Padua et une maison, louée dans la rue Llibreteria. [ *La Voz Leninista* de février 1938 l'attaqua sévèrement sous la plume de Munis. Tout en reconnaissant que ces positions théoriques et sa critique du CE du POUM étaient justes, il ne songea jamais à la rupture organisationnelle. Munis assure qu'il manqua alors de décision pour aller jusqu'au bout de sa cohérence et du courage de rompre avec le POUM et de rallier la IVe Internationale.] (*ajout des CLT*). Il militait toujours activement dans l'édition et la diffusion de la presse clandestine du POUM — et ce jusqu'en avril 1938 — , ainsi que dans la solidarité et l'aide aux prisonniers, par des visites assidues au ministre de la Justice Irujo pour obtenir le transfert des militants du POUM des Tchékas staliniennes, d'où l'on pouvait disparaître sans laisser de trace, aux prisons républicaines. Mais l'omniprésence de la répression stalinienne contre les militants du POUM et les difficultés croissantes à tromper le service de recrutement militaire le décidèrent à s'engager sous un faux nom à la fin de 1938.

Josep Rebull ne fut jamais gagné au trotskysme. La preuve est qu'il milita au POUM de façon ininterrompue et appartint à son CE en exil jusqu'en 1953, quand il présenta sa démission. L'épisode du Comité de Défense du IIe Congrès du POUM, en juillet 1939, à cheval entre la fin de la guerre civile et la Deuxième Guerre mondiale, bien qu'il supposât le surgissement d'un groupe bolchevik-léniniste à l'intérieur du POUM, et le fait que Rebull y collabora d'une certaine manière, ne fut pas assez profond ni prolongé pour pouvoir gagner Rebull à la IVe Internationale.

Les thèses défendues par la cellule 72, qu'on ne peut qualifier ni de trotskystes ni de conseillistes, s'insèrent dans la contradiction existante au Comité exécutif du POUM entre la théorie et la pratique, car selon Rebull, le CE du POUM théorisait la formation d'un gouvernement ouvrier et, en même temps, soutenait et renforçait le gouvernement bourgeois de la Généralité.

Au séminaire d'études historiques, commémoratif du 50<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du POUM, qui s'est tenu à Barcelone à Ca l'Ardiaca, le 27 septembre 1985, Josep Rebull intervint dans le débat passionné qui dressait la majorité des militants poumistes qui accusaient, injustement selon moi, Pierre Broué (dans un texte d'Ignacio Iglesias qu'a reproduit la Fundacion Andreu Nin, *Los Acotaciones para la Historia del POUM*, 1989), de donner une vision trotskyste du POUM:

« Broué n'est pas venu ici pour flatter qui que ce soit mais pour souligner l'échec du POUM comme organisation révolutionnaire, qui bien que née avec de grands espoirs, les a perdus par lambeaux à chaque rendez-vous de l'histoire. Il n'y a rien de plus têtue que les faits, et le POUM a failli en tant qu'organisation révolutionnaire. Je suis bien d'accord qu'une organisation révolutionnaire ne peut aller plus loin que ce que permet la situation révolutionnaire et l'aspiration révolutionnaire des masses. Mais le POUM, comme l'a analysé la cellule 72 à l'époque, a échoué en tant qu'avant-garde révolutionnaire. »

Les paroles de Rebull invitaient à une critique révolutionnaire pour ne pas répéter les erreurs du POUM dans la guerre civile, mais dans le brouhaha des confrontations personnelles entre anciens poumistes favorables ou hostiles à l'entrisme dans le PSOE, elles ont été à peine entendues, et ont même sonné comme "quelque peu excentrique", au milieu de tant de sottises.

La personnalité de Josep Rebull, qui n'a jamais renoncé à sa critique de 1937-1939, et la valeur politique de sa pensée se reflète dans une phrase, prononcée lors de son intervention à Ca L'Ardiaca qui résume magnifiquement son parcours révolutionnaire: «J'aurai été mieux indiqué que les militants du POUM exécutés comme révolutionnaires par un peloton d'exécution, qui ont été jugés comme traîtres à la République ».

Après avoir franchi la frontière française en février 1939, Josep Rebull a été accueilli pendant plusieurs mois à Paris, chez Gaston Davoust ("H. Chazé"). Après l'invasion nazie il a passé deux ans à Marseille, clandestinement, cohabitant avec des bordiguistes italiens exilés et Mitchell, Mark et Tulio, dans une extraordinaire solidarité et une non moins intransigeance dans leur analyse politique. Plusieurs mois, il travailla, comme de nombreux exilés de l'extrême gauche de toutes nationalités, à l'usine de confiture Croque-Fruit, dirigée par des trotskystes. Pendant son séjour à Marseille il se lia d'amitié avec l'écrivain Jean Malaquais, son voisin de Bel Air. Dans l'été 1943 est intervenu dans la Résistance française, jusqu'à ce qu'il fut arrêté par la Gestapo, et finalement libéré en 1944. Au cours de son long exil en France il survécut comme administrateur d'Editorial Atlas et journaliste à *Franc-Tireur*, qui prit plus tard le nouveau titre de *Paris Jour*.

En 1952, Josep Rebull et «I. Graco» (Cesar Moreno Zayuelas) s'engagèrent dans un vif débat sur la question de la nature du stalinisme et de la défense de l'Union soviétique face à l'agression impérialiste de l'Occident. Lors de la conférence du POUM en février 1953, Josep Rebull défendit avec Balaguer, Bonet, Roc, Rhodes et Iglesias un projet de résolution sur la question russe, qui définissait l'URSS comme État capitaliste et considérait comme en dehors du mouvement ouvrier la thèse du soutien, conditionnel ou pas, à l'URSS face à l'impérialisme américain.] (*retraduction BS*)

Josep Rebull fut membre du CE du POUM en exil jusqu'au 19 mai 1953, où il présenta sa démission pour des désaccords politiques avec le reste des membres du CE dont il faisait partie [2]. Depuis, il continua dans le POUM mais seulement comme militant de base et s'éloigna toujours plus du militantisme actif, bien que toujours intéressé dans l'analyse de l'actualité économique et politique.

Josep Rebull a bénéficié d'une grande longévité. Retiré depuis de nombreuses années à Banyuls-sur-Mer, il est mort nonagénaire, le 22 mai 1999, dans ce beau village Rosellon.



## 2. Les exagérations sur Rebull dans les bulletins étrangers

Rebull était fier de ses possibilités de changer ce qui était pour lui une politique stratégique erronée et catastrophique du CE du POUM (Nin, Andrade, Molins, Gorkin, etc.) dans une saine réaction des militants contre cette stratégie et leur adhésion massive à ses positions dans les discussions du IIe congrès. Les positions politiques de Josep Rebull et sa propre activité militante sont profondément personnelles et originales. Il n'existe aucune preuve rigoureuse et déterminante qu'il faille rechercher sa critique du CE du POUM dans l'influence idéologique d'Edward Oler dit Hugo Oehler et de Russell Blackwell. dit Rosalio Negrete ou bien de Davoust Chazé, comme s'est acharné à le pontifier une certaine historiographie anglo-française.

Le POUM était le résultat de la fusion de deux partis en septembre 1935: le Bloc Obrer i Camperol de Maurin et la Izquierda Comunista de Espana (ICE) de Nin et Andrade. Josep Rebull avait milité dans le BOC, était un mauriniste convaincu, fidèle disciple de Joaquin Maurin et de son frère David Rey, et ami intime de Manuel Maurin, qui critiquait en Nin ce qui était à ses yeux l'usurpation par la ICE de la direction du POUM.

Il n'était pas le premier cas de militants du BOC plus radicalisés et plus "gauchistes" que ceux de l'ancienne ICE. Il n'y a aucun doute que les critiques de Rebull contre Nin étaient influencées par son « maurinisme », bien qu'il qu'il serait sans doute plus précis et approprié d'affirmer que, pour lui, il était impossible d'affronter ce qu'il considérait comme un abandon des principes marxistes fondamentaux du POUM par sa direction.

Josep Rebull était le principal point de référence d'Oeler et de Negrete, ainsi que de Chazé, pour le POUM, mais surtout, pour ces groupes étrangers, quant à une "régénération" révolutionnaire du parti. C'étaient eux qui avaient besoin de croire en l'influence de Rebull dans le POUM, eux qui publiaient dans les bulletins anglais et français les articles de Josep Rebull, eux qui se faisaient des illusions sur les « énormes possibilités qu'avait la gauche du POUM à Barcelone pour « redresser » le parti.

De fait, quand Josep Rebull découvrit la publication de ses articles dans des bulletins étrangers qui le représentaient comme la gauche révolutionnaire du POUM, capable de « sauver » la révolution espagnole, il ne manqua pas de manifester sa surprise et son opposition, ainsi qu'à ceux qui qualifiaient de « trotskystes » ses positions politiques, et à la manipulation intéressée et démesurée des possibilités réelles d'action. C'est ainsi que Trotsky semble avoir réellement cru que le groupe Rebull se rapprochait du trotskysme, si l'on en croit un texte produit par Broué dans *La Révolution espagnole*, de Trotsky, pp. 297-298. Il est nécessaire que la critique historique ramène à leur juste proportion les exagérations et attentes démesurées que ces groupes et bulletins trotskystes étrangers, publiés en français et en anglais, ont construit autour de Josep Rebull et de la gauche du POUM à Barcelone pendant la guerre civile. Des attentes que Munis, comme Rebull lui-même, considérait comme infondées. Car Josep Rebull était secrétaire d'une cellule de 12 membres qu'il contrôlait à peine. Sa plus grande influence politique, avait son fondement dans l'administration de la presse et des publications du POUM et son appartenance au Comité local du POUM dont il n'était même pas secrétaire. Et bien entendu il ne contrôlait pas la majorité des militants du Comité local de Barcelone: semblable affirmation de revues étrangères "proches" de la gauche du POUM et de celle qui devait lui faire plus tard écho sans fondement et sans critique est une exagération démesurée, pour ne pas dire une invention totale.

Cela ne signifie pas qu'il n'avait aucune influence. Si on lit avec attention et soin le Rapport du Comité local de Barcelone sur les Journées de mai [20\*], on peut apprécier, d'une part, une importante coïncidence avec les contre-thèses exposées par Rebull et surtout avec l'analyse de son article intitulé « Les Journées de mai », mais avec une divergence fondamentale: en mai 1937, comme disait le CE du POUM, le moment n'était pas venu de prendre le pouvoir, comme le lui proposait Josep Rebull.

### 3. Évaluation de la pensée politique de Josep Rebull sur la Révolution espagnole

Le principal apport théorique de Josep Rebull réside dans son analyse du problème central et fondamental de toute révolution et donc de la Révolution espagnole de 1936: la question du pouvoir et des organes du pouvoir ouvrier.

En avril 1937, Josep Rebull caractérisait la question de la dualité de pouvoirs établie principalement en Catalogne et moins nettement dans d'autres parties de la zone républicaine, à travers l'insurrection ouvrière de juillet 1936, comme une situation transitoire qui ne dura que quelques semaines. Cette situation de double pouvoir avait déjà disparu selon Josep Rebull, avec la participation de la CNT et du POUM aux institutions bourgeoises, à commencer avec le Conseil de l'Économie au début août.

Aussi Rebull considérait-il, qu'en avril 1938, la dictature du prolétariat et la conquête du pouvoir devaient passer d'abord par le rétablissement d'une situation (perdue) de double pouvoir ?

Josep Rebull fut l'unique militant révolutionnaire espagnol qui, en analysant la Révolution espagnole, établit les énormes limitations et imperfections des organes de pouvoir ouvrier surgis partout en juillet 1936 : les comités.

Et nous trouvons ici la clé des critiques de Josep Rebull au CE du POUM, dans l'analyse erronée de ce CE sur le caractère des comités révolutionnaires surgis en juillet 1936. Pour Rebull, c'étaient des organismes incomplets et imparfaits, incapables de se transformer en authentiques organes de pouvoir ouvrier. Rebull indiquait que ces comités différaient des conseils ouvriers surgis comme organismes du pouvoir ouvrier dans les révolutions prolétariennes d'Allemagne et de Russie, en ce que :

1/ ce n'étaient pas des organes démocratiquement élus dans de grandes assemblées par les travailleurs de base et ainsi indépendants des bureaucraties des syndicats et des partis; 2/ ce n'étaient pas des organismes unitaires de la classe ouvrière et ils étaient en outre incapables de se coordonner entre eux, de façon à pouvoir créer des organismes supérieurs centralisant le pouvoir ouvrier.

La différenciation opérée par Rebull entre comités et conseils nous paraît fondamentale pour comprendre la révolution de juillet. Nin croyait que le rôle des conseils allemands serait joué en Espagne par les syndicats. La nouveauté de l'analyse était dans le fait qu'il proposait une tactique qu'il considérait comme nécessaire, de partir de ces comités, déficients et imparfaits, surgis en juin, pour les transformer en conseils ouvriers démocratiquement élus à la base, coordonnés et centralisés, de façon à pouvoir devenir les organes du pouvoir prolétarien. Josep Rebull, de façon entièrement opposée aux thèses du CE, niait que les syndicats puissent suppléer les conseils ouvriers comme organes de pouvoir ouvrier.

Il critiqua, dans une période de discussion d'avant congrès et un bulletin intérieur de discussion, la direction du POUM parce qu'elle ne lutta pas et encore moins pour la nécessaire transformation de ces comités en organismes élus par la base, en conseils basés sur une large démocratie ouvrière. Le CE du POUM ne sut pas trouver la solution à cette situation difficile, et, à défaut de l'avoir trouvée, collabora avec la CNT à la liquidation de ces organismes imparfaits de pouvoir ouvrier, liquidant en même temps la situation de dualité de pouvoir en faveur du vieil appareil d'État bourgeois, le Gouvernement de la Généralité.

Pour Josep Rebull, tant le POUM que la CNT se convertirent en appendice d'extrême gauche du Front populaire. Après la victoire de l'insurrection révolutionnaire du 19 juillet il ne restait que deux options : l'option révolutionnaire passait par la fortification, le renforcement, la coordination et la centralisation des comités révolutionnaires en tant qu'organes de pouvoir ouvrier, les transformant en conseils ouvriers ; l'option front populaire ou réformiste passait par l'intégration du mouvement ouvrier dans l'appareil d'État de la bourgeoisie républicaine et par conséquent l'affaiblissement, l'isolement et, plus tard, la dissolution de ces comités. Aussi bien la CNT que le POUM optèrent pour l'option réformiste. Quand

Josep Rebull dit que les comités sont des organes bureaucratiques et non démocratiques, il indique que les délégués ne sont pas élus démocratiquement par la base ouvrière au cours de grandes assemblées, mais nommés par les bureaucraties syndicales et politiques.

Cela suppose d'une part une séparation entre les comités et la base ouvrière et de l'autre, leur dépendance à l'égard de la bureaucratie. D'où provient aussi leur incapacité à se coordonner entre eux pour créer des organes de classe centralisés et unitaires ; la coordination est faite par les différents partis et syndicats, et la problématique unité ainsi que la centralisation, sur les plans économique, militaire, productif, du ravitaillement, etc. Cela devient une espèce de casse-tête de parlements multicolores, de toute dimension, des différentes organisations antifascistes, aussi bien ouvrières que bourgeoises et staliniennes.

Selon Rebull, le gouvernement de Largo Caballero, malgré son apparence ouvrière et révolutionnaire, reposait sur le vieil appareil d'État de la bourgeoisie et avait pour objectif d'absorber toutes les organisations et institutions révolutionnaires pour les neutraliser peu à peu jusqu'au moment où, se sentant assez forte, la fraction bourgeoise de ce gouvernement pourrait les écraser ouvertement. Josep Rebull disait qu'en Allemagne, après la guerre, les conseils ouvriers ont été absorbés par la Constitution de Weimar de la même manière, à la grande satisfaction de la bureaucratie réformatrice.

Rebull considérait que les mots d'ordre occasionnellement lancés par le POUM pour la création des conseils d'ouvriers, de paysans et de combattants n'est jamais allée au-delà d'une propagande platonique. Le CE n'a jamais pris de mesures pratiques destinées à la création des conseils dans ses propres milices, permettant au contraire que les commandants de ces dernières s'efforcent d'empêcher toute action en ce sens des miliciens de base.

Josep Rebull en venait à accuser le CE d'avoir marché dans le sens contraire à la création des conseils comme organes de pouvoir de la révolution, puisqu'en mars 1937, il avait lancé un nouveau mot d'ordre en faveur d'une Assemblée Constituante sur la base de délégations de syndicats ouvriers et paysans avec des délégués du front.

Josep Rebull affirmait catégoriquement que les syndicats ne pouvaient jouer le rôle de soviets, parce qu'ils n'avaient pas la flexibilité nécessaire comme instruments de la révolution prolétarienne, ni ne pouvaient accepter, enchaînés qu'ils étaient par leurs traditions, la démocratie ouvrière qui était nécessaire pour que le parti marxiste révolutionnaire puisse conquérir la majorité dans les masses. Rebull disait pour finir que les syndicats, groupés par industries nationales, constituaient une organisation verticale, tandis que les conseils dans chaque localité étaient essentiellement des organisations de caractère horizontal. Les syndicats, dans une étape révolutionnaire, ne pouvaient être que les organismes de contrôle de la production et de la distribution, c'est-à-dire des organismes techniques et administratifs. Josep Rebull affirmait carrément, en opposition totale aux thèses de Nin, que c'était une erreur très grave de donner aux syndicats la fonction d'organes du pouvoir prolétarien.

Josep Rebull constatait en outre le caractère stalinien et réactionnaire de l'UGT, organisation syndicale qui sabotait ouvertement la révolution. Il affirmait donc qu'après la prise du pouvoir, au cas où celle-ci se serait faite sous les mots d'ordre pro-syndicaux du POUM, elles ne pourraient d'aucune façon remplir efficacement les fonctions d'un État ouvrier.

Josep Rebull repoussait donc la possibilité que les syndicats se changent en organes du pouvoir ouvrier. De la même façon, il refusait que les comités fussent ces organes de pouvoir. Les comités ne sont pas des conseils et, pour cela, se montrent incapables de se coordonner entre eux, de créer des organes supérieurs capables de centraliser, unifier et créer un pouvoir ouvrier face à l'État capitaliste. Rebull allait plus loin encore quand il affirmait que la mission irremplaçable et nécessaire d'un parti révolutionnaire — il affirmait que le POUM ne l'était pas — aurait été précisément d'impulser la transformation des

comités en conseils ouvriers.

Le POUM, selon lui, fit faillite en tant que parti révolutionnaire et les comités furent incapables de se transformer (par eux-mêmes) en conseils. Ce fut la principale limitation et la cause déterminante de la rapidité de la dégénérescence de la Révolution espagnole qui rendit possible la récupération rapide de l'État bourgeois espagnol.

Les contre-thèses de Josep Rebull sont sans aucun doute l'analyse marxiste la plus cohérente, rigoureuse, claire et précise qui existe sur la Révolution de 1936 \*\*. Cette analyse n'est pas le fruit du génie philosophique de l'individu appelé Josep Rebull, frappé par l'inspiration divine, mais de ce que ce dernier a recueilli et théorisé l'affrontement militant de la base du POUM contre la politique de sa direction, qui a atteint son point culminant en mars et avril 1937.

Dans ces mêmes contre-thèses, Rebull annonçait deux semaines à l'avance l'affrontement qui se produirait dans les Journées de mai :

« La classe ouvrière de Catalogne et d'Espagne devrait rapidement choisir entre deux chemins : ou bien être éliminée en tant que facteur politique indépendant ou bien organiser la lutte ouverte, armée, pour le renversement de l'État bourgeois qui se consolide un peu plus chaque jour. Pour cette lutte, un nouvel instrument est nécessaire : les conseils d'ouvriers, de paysans et de combattants ».

#### **4. Ni conseillisme, ni trotskysme : la profonde originalité de la thèse de Josep Rebull**

Au risque de répéter quelques idées exprimées auparavant je veux insister sur la profonde originalité de la pensée politique de Josep Rebull et surtout sur le gouffre qui les sépare de celles du conseillisme et du trotskysme, que seuls le manque de rigueur ou la mauvaise foi ont pu déformer avec une certaine facilité.

Josep Rebull a défendu en avril-juin de 1937 la création de Conseils ouvriers, et c'est en outre un point fondamental de sa pensée politique et par conséquent de ses critiques de la tactique lancée par le CE du POUM dès juillet 1936.

Ce serait un manque total de rigueur, possible seulement sur la base de l'ignorance ou de la déformation de la définition donnée par Josep Rebull des « comités » et des « conseils ouvriers », que d'affirmer que le mot d'ordre qu'il défendait était totalement utopique, abstrait et irréel, puisqu'il appelle à la formation de conseils ouvriers qui n'existent pas et par conséquent applique à la révolution espagnole les schémas théoriques de la révolution russe, etc. Josep Rebull dit exactement ceci :

« On entend par Conseil Ouvrier — de fabrique ou d'atelier — la réunion des ouvriers de la fabrique ou de l'atelier en assemblée pour discuter démocratiquement des positions des diverses tendances révolutionnaires face aux problèmes de la révolution, et élire en conséquence les délégués aux congrès des conseils, ou leurs représentants aux conseils supérieurs (conseils de pouvoir local, régional ou national) ; des représentants qui seront les mandataires de la volonté des Conseils de leur usine ou atelier.

On comprend également que le Conseil de Paysans d'une localité est la réunion des paysans locaux en assemblée pour les mêmes fins. Et finalement les conseils de Combattants seraient constitués par les assemblées de compagnie, batterie, escadron. Dans la marine par unité navale.

Les syndicats seront les organismes de contrôle de la production et de la distribution, c'est-à-dire des organismes éminemment techniques et administratifs à la place des entreprises de propriété privée. Ce serait une erreur fondamentale que d'attribuer aux syndicats la représentation du pouvoir prolétarien: a) parce qu'ils sont une organisation verticale, c'est-à-dire par industrie nationale, tandis

que les conseils sont dans chaque localité une organisation horizontale qui fait abstraction de la profession de chaque prolétaire, b) Les directions bureaucratiques des syndicats pourraient exercer une influence néfaste sur l'expression de la pensée libre de la base comme c'est le cas en Catalogne avec l'UGT. Dans la mesure où les Conseils se fortifieront, ils en assumeront dans chaque unité ou localité les fonctions de direction accélérant ainsi la décomposition du système qu'essaient de rétablir les réformistes et la petite-bourgeoisie.

4. Campagne d'agitation tendant à séparer les masses travailleuses et combattantes des gouvernements de Valence et Barcelone, les gagnant à la cause de la révolution socialiste, en leur expliquant le rôle véritable de ces gouvernements défenseurs du capitalisme et ennemis de la révolution prolétarienne " .

Josep Rebull a ensuite distingué avec précision, rigueur et clarté, entre comités, conseils ouvriers et syndicats. Ce sont des organes distincts avec des fonctions différentes. Les syndicats, dans une étape révolutionnaire, seraient les organismes économiques de contrôle de la production et de la distribution, c'est-à-dire des organes techniques et administratifs. Mais ils ne pourraient remplir des fonctions de représentativité politique ou de organismes de pouvoir ouvrier. Comme disait avec beaucoup de pédagogie Rebull: " *Ce serait une erreur fondamentale d'attribuer aux syndicats la représentation du pouvoir prolétarien* " .

Les Conseils sont précisément ces organes de pouvoir ouvrier qui, à cause de leur élection démocratique en assemblée, sont indépendants des bureaucraties de syndicats et de partis. Le renforcement des conseils suppose qu'ils assument des fonctions de direction dans chaque localité, accélérant la décomposition du système capitaliste. Ils sont donc antagonistes de l'Etat capitaliste et leur défense est incompatible avec les partis qui participent aux gouvernements de la bourgeoisie.

La divergence fondamentale de Rebull avec les conseillistes a son origine dans l'importance qu'il accorde à cette mission du parti révolutionnaire qu'il considère comme irremplaçable pour la victoire de la révolution parce que la classe ouvrière ne pourrait y arriver spontanément.

Les divergences de Josep Rebull avec les trotskystes sont nombreuses et il suffit de lire le très dur article de Munis —à tort ou à raison, incarnation du "trotskysme" en Espagne à cette époque —pour rejeter toute définition ou accusation de "trotskysme". Mais il faudrait peut-être en mentionner quelques-unes.

En premier lieu, Josep Rebull a appuyé la participation du POUM aux élections de Front Populaire de 1936, et il faut se souvenir que son nom figurait sur les listes de candidats du POUM pour Tarragone.

En second lieu, ce qu'on appelle son "maurinisme" ou son « bloquisme », à savoir la confirmation du caractère révolutionnaire du BOC et du POUM avant juillet 1936. Ce maurinisme serait aussi un formidable vaccin contre ce que Rebull n'a jamais cessé de considérer comme le « sectarisme » trotskyste. Les thèses « conseillistes » de Rebull elles-mêmes, c'est-à-dire la prise en considération du caractère incomplet et imparfait des comités, et de la nécessité qu'un parti révolutionnaire impulse leur transformation en conseils ouvriers, est une analyse originale de Rebull, tout à fait étrangère à Munis et aux trotskystes.

Enfin, la conception propre du combat politique de Josep Rebull, parfaitement conforme à la norme de discussion pré-congrès au sein du POUM, et totalement étrangère aux conceptions de lutte fractionnelle des trotskystes, comme Munis le lui reproche dans les brutales critiques qu'il lui consacre dans *La Voz Leninista*.

En conclusion, on peut et on doit affirmer la profondeur, la cohérence et l'importance absolue des analyses de Josep Rebull sur la Révolution espagnole dans un moment historique crucial. De la même

manière, on doit confirmer et c'est juste, ses très profondes divergences avec les thèses trotskystes ou conseillistes, et donc avec celles du CE du POUM où précisément est née sa critique et son opposition loyale. Par conséquent à la profondeur, la cohérence et l'importance de la pensée politique de Josep Rebull, il nous faut ajouter son absolue originalité. Les circonstances historiques postérieures y ont ajouté, surtout en Espagne un cinquième qualificatif que ce numéro de *Balance* veut détruire: le fait qu'il est méconnu.

Barcelone, mai 2000.

#### Notes:

[1] Anna Monjo Omedes, La CNT durant la II República a Barcelona : Vidées, militants, afiliats.

[2] Josep Rebull. « Lettre au Comité exécutif du POUM », Paris 19 mai 1953.

#### Notes de la BS:

\* Le 20 dans les *CLT* est la trace accidentelle d'un appel de note de la version espagnole.

\*\* La version espagnole précise: « avec les thèses de *Bilan* ».

115 2005/5/2/4

Barcelona, 23 Abril 1937

# Boletín Interior

N.º 1

ÓRGANO DE DISCUSIÓN PARA EL II CONGRESO  
DEL  
COMITÉ LOCAL DE BARCELONA  
DEL  
PARTIDO OBRERO DE UNIFICACIÓN MARXISTA

## A todas las células de Barcelona

El Reglamento de Discusión del II CONGRESO en el punto 2, autoriza para la publicación de Boletines Locales al objeto de encauzar la discusión en cada localidad.

Este Boletín viene, pues, a cumplir la misión de dotar a las células de un medio rápido de discusión, al mismo tiempo que habrán de utilizar el Boletín Interno editado por el C. E.

Es necesario que en los días que faltan para el II CONGRESO se despliegue una gran actividad no solamente crítica, sino a la vez constructiva por medio de enmiendas, resoluciones o contratesis.

Los trabajos han de entregarse al C. L. por duplicado, para que este pueda transmitir un ejemplar avalado a la Comisión Editora del Boletín Central y otro ejemplar para el Boletín Local.

*El Comité Local*

## CONTRATESIS POLITICA

para el II Congreso del P. O. U. M., que presenta la célula 72  
Distrito V de Barcelona

I

Los acontecimientos políticos desarrollados en nuestro país desde el Congreso de Unificación del BOC e IC, en octubre de 1935, han venido a corroborar el apartado I de la Resolución entonces aprobada que incluye los siguientes términos: *La actual situación histórica de nuestro país es un momento de transición que terminará en el fascismo o en la revolución proletaria.*

El período de 1931 a 1934, período de república democrático-burguesa, había puesto de manifiesto la incapacidad de la pequeña burguesía para realizar su revolución. Sometida a la presión revolucionaria de la clase trabajadora por un lado, y a la presión contrarrevolucionaria de la gran burguesía y feuda-

lismo por otro, la pequeña burguesía cedió sin grandes resistencias ante la reacción en los momentos en que el proletariado amenazaba derrumbar el régimen, como en octubre de 1934.

En estas condiciones únicamente el proletariado podía llevar a cabo la revolución democrática, simultáneamente con la revolución socialista.

La insurrección de octubre de 1934 no permitió a la clase trabajadora la toma del poder por no tener el órgano revolucionario que la condujera a la victoria. Fue solamente en Asturias donde existía ese órgano — Alianza Obrera — y por eso triunfó allí la revolución.

El factor decisivo en los períodos revolucionarios es el partido revolucionario capaz de orientar la revolución. Sin un partido que empuje el desarrollo del proceso revolucionario ya

# Albert Masó March (1918-2001)

(2002)

Paru dans les *Cahiers Léon Trotsky*, Numéro 77 (avril 2002).

Agustin Guillamon nous a envoyé une belle biographie d'Albert Maso que nous sommes malheureusement obligés de résumer du fait de sa longueur. Albert Maso March fut aussi connu sous ses pseudos d'Albert Vega, R. Mailly, Julio Gil. Il commença à militer dans les jeunesses du Bloc ouvrier et paysan de Maurin et prit part au soulèvement d'octobre 1934. Il était des jeunes mal armés qui tentèrent une percée et furent massacrés. Il fit partie des groupes d'action du Bloc puis du POUM. Combattant de l'assaut des casernes en 36, deux fois blessé, à Atarazanas et au front d'Aragon, il dément avoir essayé d'entraîner dans un soulèvement les élèves de l'École populaire de Guerre en mai 1937. Il fut arrêté en juillet 37 pour avoir collé une affiche dénonçant le gouvernement Negrin de « la contre-révolution », resta en prison jusqu'en novembre. C'est son groupe qui abattit dans la nuit du 10 février 1938 l'agent du GPU, le Polonais Léon Narwicz, chasseur de trotskystes et de poumistes. Entre temps il sortait lieutenant d'une école militaire. Passé en France, évadé du camp d'Argelès, il milita ensuite à sa libération dans la Fraction française de la Gauche communiste, puis au groupe *Socialisme ou Barbarie*, finalement en contact étroit avec le PCI d'Italie, les bordiguistes. En 1972 il revint au POUM et milita jusqu'à sa mort pour sa reconstruction.

C'était un militant aussi vaillant qu'estimable.

## Note de la B.S. :

La biographie complète en espagnol est téléchargeable à <http://bataillesocialiste.files.wordpress.com/2007/07/biografia-de-maso.pdf>.



## Jaime Fernández Rodríguez (1914-1998), compagnon de lutte de G. Munis

(2009)

Né en 1914 à El Ferrol (Galice), Jaime Fernández Rodríguez fut le plus proche compagnon de lutte de G. Munis. Connu sous les pseudonymes de "J. Costa", "Santiago Rodríguez", il fut un membre du POUM et des bolcheviks-léninistes espagnols dans les années trente. Après avoir rompu avec la IV<sup>e</sup> Internationale en 1948, il fut l'un des créateurs du Fomento Obrero revolucionario (Ferment Ouvrier Révolutionnaire) ou FOR, avec Munis et Benjamin Péret, organisation qui défendit les positions révolutionnaires du véritable communisme.



Jaime Fernández Rodríguez naquit à El Ferrol le 24 Septembre 1914 dans une famille de commerçants aisés et très catholiques (cousin germain du militant poumiste Eugenio Fernández Granell, connu également comme peintre surréaliste). Tout jeune, enfant peut-on dire, il constate et ressent l'injustice sociale contre laquelle il s'insurgera jusqu'à la fin de sa vie. Un tragique événement marquera très profondément sa vie. La mort, à l'âge de 16 ans de son petit frère Eulogio, qui s'engagea dans les milices alors qu'il n'en avait pas encore le droit, et qui disparu au front de Madrid (octobre-novembre 1936). L'engagement politique de Jaime a lieu très tôt, comme pour beaucoup alors en Espagne et dans d'autres pays. Prestige de la Révolution Russe aidant, il adhère au PCE de la Coruña, mais très vite il déchanté à la lecture des textes de révolutionnaires qui critiquent la dégénérescence de cette révolution. Il rentrera



donc à la Izquierda Comunista de España (ICE) en 1933 à Madrid, où il travailla dans des Grands Magasins (Almacenes Simeón).

En 1935, il vota en faveur de la fusion avec le Bloc Obrero i Camperol (BOC) pour constituer le Partido Obrero de Unificación Marxista (POUM). Alors qu'il se trouve en train de réaliser le service militaire obligatoire au célèbre Alcazar de Toledo, éclate la guerre civile. Il s'évade au mois d'août 1936, en sautant, avec cinq autres personnes, la muraille de cette grande forteresse, pour aller rejoindre le camp républicain. Pour sa part, ce qu'il veut rejoindre, c'est le camp de la révolution sociale. L'évasion réussie, il informe sur la situation interne et sur le moral des troupes restées à l'intérieur de la forteresse. La réalité décrite par Jaime est à l'opposé de ce que raconta par la suite le franquisme victorieux. Il s'engagea dans les milices de POUM de Madrid. Il fut élu chef de bataillon. Jaime critiqua la tactique du Comité Exécutif du POUM et constata sa coïncidence avec les positions politiques de Munis. Il fit partie de la Sección Bolchevique-leninista d'Espagne (SBLE) en même temps qu'il continua à militer au sein du POUM. A Barcelone, il intervint dans les luttes sur les barricades pendant les Jounées de Mai 37. Avec Julio Cid Gaitán et d'autres militants, présents à Barcelone pour participer au Congrès du POUM, il distribua le tract de la SBLE sur les barricades, qui défendait la continuité de la lutte, exigeait le châtimeut des provocateurs et donnait des consignes pour la consolidation d'un front révolutionnaire du prolétariat.

Le 16 Juin 1937, le gouvernement de Negrin, dominé par les staliniens, arrêta le CE du POUM, qui fut mis dans l'illégalité. Jaime Fernandez fut arrêté le 2 septembre 1937 parce que milicien du POUM. Il fut emprisonné pendant cinq mois, d'abord à la prison Modelo de Barcelone et ensuite à Rosas de Llobregat (aujourd'hui Sant Feliu). Il sortit de prison le 7 Février 1938, et seulement cinq jours plus tard, le 12, il fut arrêté de nouveau avec la majorité des militants de la SBLE, sous l'accusation d'assassinat du capitaine des Brigades Internationales Leon Narwicz, de nationalité polonaise, agent du Service d'Information Militaire (SIM) infiltré dans le POUM et dans la SBLE. Un groupe d'action du POUM assassina Narwicz (voir biographie d'Albert Masó) de trois balles dans la tête, comme vengeance à l'assassinat de Nin. Mais le POUM ne fit rien pour décharger les militants de la SBLE d'une accusation d'assassinat qu'il savait fautive et qui impliquait la peine de mort.

Jaime Fernandez endura pendant un mois, avec G. Munis, Domenico Sedrán ("Adolfo Carlini"), Aage Kielso, Luigi Zanon, Vitor Ondik et Teodoro Sanz les tortures des agents du SIM et de la police stalinienne dirigée par le Commissaire Javier Méndez et contrôlée par "l'oeil de Moscou", Julián Grimau. Le 11 Mars 1938 ils furent emprisonnés à la Prison Modelo de Barcelone. Le Juge d'Instruction demanda la peine de mort pour Jaime Fernández, "G. Munis" et "Adolfo Carlini". Le 23 Avril 1938, Jaime Fernandez et Teodoro Sanz furent conduits dans des camps de travail. Jaime Fernandez fut interné à Omells de Na Gaia, avec "Quique" et Teodoro Sanz, où il connut les conditions d'un camp d'extermination stalinien du SIM, dirigé par les criminels Astorga et Mendoza. Ensuite il fut destiné au camp de travail du détachement de prisonniers du SIM de la plage de "La Pelosa", à Rosas (Alt Empordà, province de Gérone). Le 23 Août, réclamé pour être jugé pour l'assassinat de Narwicz, il fut envoyé par erreur aux tribunaux de Gérone au lieu de ceux de Barcelone. Le 5 Septembre 1938, il obtient l'autorisation de s'enrôler dans une unité militaire (la Division 45), dans laquelle il vécut sous la surveillance constante de gardiens staliniens. Il réussit à s'évader en Octobre 1938, lors de son hospitalisation soignée pour une blessure par balle à la jambe lors d'une action au front.

Plus tard, à Paris, un dirigeant du POUM qui l'aperçut au front à cette époque, lui affirma qu'ordre avait été donné de le fusiller. La blessure à la jambe, plus spectaculaire que grave, lui sauva donc la vie. Comme bien d'autres, il passe en France où il sera accueilli dans les camps pour réfugiés. Il s'en évade dès qu'il le peut, c'est-à-dire assez rapidement. Une fois libre, il renoue son activité militante dans le mouvement trotskiste, tout en travaillant comme ouvrier dans plusieurs régions françaises, sous des

noms d'emprunt. Pris par la police française, à Paris, celle-ci l'oblige à choisir entre la Légion étrangère, le maquis ou la prison. Son choix fut clair, la prison. Il connut donc, la Santé et Fresne. Fidèle aux positions internationalistes il arriva à convaincre divers camarades espagnols socialistes et anarchistes, parmi lesquels nous pouvons citer Manuel Parada (des jeunesses socialistes), Tomás Ballesta (cenetiste qui appartient à la colonne de Durruti), Jorge Soteras (militant de la CNT) et Felix Castellar, pour constituer à Angers un groupe, aux forces très réduites, qui lança des tracts qui défendaient le défaitisme révolutionnaire et la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire. Il se situa donc en marge et contre la tactique impulsée par la IV Internationale qui défendait la participation dans les mouvements de résistance nationale au fascisme. Cette activité de Jaime Fernandez en France coïncidait pleinement avec les thèses de Munis, défendues par le Groupe Espagnol de la IV Internationale au Mexique, sans qu'à ce moment-là il y ait eu contact entre eux. Pour Jaime, la deuxième guerre mondiale est une guerre impérialiste qui ne conçoit le prolétariat, la classe exploitée que comme chair à canon, celui-ci doit donc s'y opposer en imposant ses propres intérêts, ceux consistant à en finir avec toute exploitation, avec toutes les frontières nationales, avec l'État capitaliste, que celui-ci se dise démocratique, fasciste ou autrement.

Le Groupe Bolchevique-Leninista Español (Section espagnole de la IV Internationale) édita en France six numéros de "Comunismo" de Novembre 1943 à Septembre 1945.

Après la Libération, Jaime Fernandez avec d'autres militants trotskistes espagnols, anciens et nouveaux, comme José Quesada Suárez, Esteban Bilbao, Miguel Olmeda, Agustín Rodriguez (frère du militant du POUM "Quique") etc..., constituèrent avec G. Munis, et le poète surréaliste français Benjamin Péret, dirigeants du groupe Espagnol au Mexique, une nouvelle organisation qui s'appela Grupo Comunista Internacionalista (GCI). Le GCI entama un débat au sein de la IV qui devait inévitablement mener à la rupture. Le débat, mené par G. Munis, Péret et Natalia Sedova Trotsky, reconsidérait la nature de l'État Russe, critiquait la participation aux résistances nationales (abandon de l'internationalisme prolétarien) et critiquait la tactique d'alliances avec des organisations staliniennes.

De Janvier 1945 (une fois rétabli le contact entre les camarades de France et du Mexique) jusqu'à Février 1948 ont paru dix-sept numéros de "Lucha de Clases", comme organe du Grupo Comunista Internacionalista et ensuite comme organe de la section espagnole de la IV Internationale.

En 1946, Jaime Fernandez retourne une première fois en Espagne en tant que militant trotskiste (bien que déjà très critique). Il y restera peu de temps car on le préviendra que la police franquiste est à ses trousses. Il repartira donc pour la France. Il fut l'un des signataires du document "Explicación y llamamiento a los militantes y secciones de la Cuarta Internacional", qui en 1948 confirmait la rupture du GCI avec la IV Internationale.

Le GCI s'unit à d'autres militants internationalistes pour constituer en hiver 1948 une éphémère Union Ouvrière Internationale, dans laquelle participait également un petit noyau vietnamien. Le groupe comptait une cinquantaine de militants tant à Paris qu'en province: G. Munis, Benjamin Péret, Jaime Fernández, Paco Gómez, Sonia Gontarbert, Sophie Moen, Edgar Petsch, Agustín Rodríguez, Maximilien Rubel, etc... Il publia un bulletin ronéotypé, "La Bataille internationale".

Le 11 Décembre de 1952, Munis est détenu à Madrid, et quelques jours plus tard Jaime Fernandez le sera à Barcelone en compagnie de jeunes contacts, Pedro Blanco Perez et Miguel Pila Penago ("Cholo"), en conséquence de la participation du groupe à la grève des Tramways de Barcelone du mois de mars 1951. En novembre 1953, les trois détenus à Barcelone, Jaime Fernández, Pedro Blanco et Miguel Pila, furent transférés à la Prison Provinciale de Madrid pour être jugés par le Tribunal Militaire de la Première Région, en même temps que Munis et les autres membres du groupe. Jaime Fernandez fut condamné à huit ans de prison, et rentra au pénitencier de Santoña pour y accomplir sa peine. Il sortit de prison, en

liberté conditionnelle, en mai 1956. Ne trouvant pas de travail à cause de son casier judiciaire en Espagne, il se voit contraint de repartir pour la France en Octobre 1959. En Espagne d'abord, puis ensuite à Paris, il défend les positions du groupe Fomento Obrero revolucionario qui édite la revue "Alarma" depuis le mois de Décembre 1958, groupe dont il est un des initiateurs avec ses amis et camarades Benjamin Péret et G.Munis (sorti de la prison franquiste en 1957 et vivant alors à Paris).

En mai 1968, ouvrier aux NMPP (Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne), Jaime Fernandez anime dans cette entreprise aux mains de la CGT (plus forte que le patronat), un comité ouvrier sur une base antisyndicale, prônant l'auto-organisation du prolétariat et dénonçant les syndicats comme des organisations de défense du capitalisme. Il y travailla jusqu'à la retraite qu'il anticipa lui-même à l'âge de 63 ans pour pouvoir goûter aux joies du "Droit à la Paresse" de Paul Lafargue, texte qu'il fit connaître le plus possible en milieu ouvrier.

Il fut très actif en Espagne plus particulièrement au moment où se préparait la « transition démocratique ». Il voyagea souvent de Paris à Barcelone pour participer aux nombreuses assemblées et réunions ouvrières anticapitalistes très nombreuses à cette époque, toujours pour dénoncer et combattre les forces politiques qu'il considérait ennemies de la classe ouvrière (PC, PS principalement) et les syndicats ; pour combattre les illusions que beaucoup se faisaient sur la démocratie après tant d'années de dictature. Pour lui, le prolétariat avait potentiellement assez de force pour en finir avec la véritable dictature, celle du capital sur le travail, que celle-ci revête la forme démocratique, militariste, bureaucratique, fasciste ou autre, d'autant qu'il pensait que le capitalisme avait créé au niveau mondial, grâce à la misère et à l'exploitation du prolétariat, plus que les conditions objectives matérielles suffisantes pour que le prolétariat le détruise de fond en comble et impose la société sans classes et sans frontières.

Jaime Fernandez s'installa définitivement à Barcelone en 1988, après avoir rompu avec le FOR sur une question d'organisation. Même s'il ne put continuer à militer comme il le fit durant toute sa vie à cause de problèmes de santé (la vue principalement), il appuya constamment les ex militants du FOR (deux expulsés et d'autres ayant rompu) qui éditérent la revue "L'Esclave Salarié" en France et en Espagne. Jaime Fernandez est mort en juillet 1998, à Barcelone, sans avoir pu vivre ce pour quoi il a tant lutté: l'avènement d'une société sans maîtres ni esclaves, sans État, sans police, sans armée, sans travail salarié.

Eulogio Fernández et Agustín Guillamón

#### SOURCES:

- Articles et documents :

1. "El camarada Jaime Fernández logra escapar del Alcázar toledano", *POUM*, Madrid (28-8-1936).
2. "Sumari n° 94, 10 de marzo 1938. Jutjat Especial n° 1 del Tribunal d'Espionatge i Alta Triació de Catalunya. Per Alta traición por complot, propaganda y asesinato del capitán León Narwitsch. Contra Manuel Fernández Grandizo, Adolfo Carlini Roca, Aegé Kielso, Jaime Fernández Rodríguez, Luís Zanon Grim, Teodoro Sanz Hernández, Víctor Ondik, Baldomero Palau Millán." Archivo Histórico Nacional, Madrid.
3. (Anonyme) "Jaime, 1914-1998. Ta lutte continue!", *L'Esclave salarié* n° 5 (1998), Barcelone.
4. Agustín Guillamón (Dir.): Documentación histórica del trotsquismo español (1936-1948). De la guerra civil a la ruptura con la Cuarta Internacional. Ediciones de la Torre, Madrid, 1996. (Textes choisis de Munis et de son courant, de 1936 à 1950).

5. Guy Prévan: Benjamin Péret, révolutionnaire permanent. Editions Syllepse, Paris, 1999.

- Œuvres:

(Articles de Jaime Fernández Rodriguez, sous le nom de plume de "J. Costa")

- "La represión stalinista", *Revolución. Boletín de la Sección Española de la IV Internacional*, n° 1. [Paris], (1948).

- "Lo que dice Costa". *Boletín de discusión* nº 26 del Grupo comunista internacionalista, Paris, febrero 1949.
- "Tarea y responsabilidad de los revolucionarios", *Alarma*, 3ª serie, nº 1. [Barcelone], (avril 1977).
- "Violencia revolucionaria", *Alarma* nº 2 (agosto 1977)
- "Trampa nacional", *Alarma* nº 4 (printemps 1978).
- "Como los buitres", *Alarma* nº 5 (été 1978).
- "Democracia y lucha de clases", *Alarma* nº 6 (automne-hiver 1978).
- "Stalinismo, anti-stalinismo", *Alarma* nº 13 (mai 1982).

# Le groupe franco-espagnol « Les Amis de Durruti »

(2008)

Traduction de l'article d'Agustin Guillamón "El grupo franco-español de Los Amigos de Durruti", publié dans *Balance. Cuadernos de historia* n° 32 (novembre 2008). La traduction en français est de Michel Roger, elle a été publiée dans *La Lettre Internationaliste* n° 10 (nov. 2008) et révisée avec relecture de l'auteur à l'occasion de la republication par la BS.



## Introduction (1).

Le belge Charles Cortvrint (2) et Charles Carpentier (3), du nord de la France, tous deux militants anarchistes ont traversé la frontière franco-espagnole le 29 juillet 1936. Charles "Ridel" était déjà venu en Espagne pour le congrès de la CNT de Saragosse en Mai 1936, il en a rédigé un rapport, qui a été publié dans *La Révolution Prolétarienne*. Les jours après le passage de la frontière, ils se réunirent à Barcelone avec Abad de Santillan, qui leur fournit un laissez-passer de journaliste ce qu'ils refusèrent parce qu'ils voulaient se battre sur le front d'Aragon. Ils se joignirent à Louis Berthomieux, ancien capitaine d'artillerie, maintenant à la misère et vivant dans le quartier des cabanes, avec les tziganes. Ce trio, avant l'arrivée de nombreux anarchistes étrangers volontaires pour combattre en Espagne, eut l'idée de se regrouper pour fonder le groupe international de la Colonne Durruti. Ils participèrent à la prise de Pina de Ebro et d'Osera, ainsi qu'à une tentative avortée pour créer une tête de pont sur l'autre rive de l'Èbre. En Septembre 1936, soixante hommes du groupe international, d'une grande expérience militaire, ont participé en qualité de troupes d'élite à l'assaut de Siétamo, qui a fait 37 victimes: tués y compris les blessés.

Le 17 Octobre 1936, le groupe international a été décimée à Perdiguero, suite à de violents combats avec la cavalerie marocaine qui avait réussi à les enfermer dans une nasse, et à les isoler du reste du front, parce qu'ils n'avaient pas entendu l'ordre de replis, parce que l'estafette qui devait la communiquer s'était perdue. Berthomieux préféra se faire sauter sur une charge de dynamite plutôt que de tomber entre les mains ennemies. Ridel et Carpentier, qui quelques heures avant étaient aller rechercher de nouvelles armes et munitions, purent seuls participer à la tentative pour briser l'encerclement avant le retrait définitif. 170 miliciens moururent sur un total de 240 que comprenait le groupe international, qui pratiquement disparut comme tel. Après cette catastrophe militaire Ridel et Carpentier retournèrent en France.

"Charles Ridel", à la demande de l'Union anarchiste (UA), s'est consacré à faire des conférences afin de recueillir des fonds pour l'organisation de secours aux miliciens combattant au cours de la révolution espagnole. Carpentier retourna en Espagne en décembre 1936 ; il participa à la lutte sur les barricades à Barcelone pendant les journées de Mai 1937, rentrant finalement peu de temps après en France pour éviter la Tcheka stalinienne.

En novembre 1937, "Charles Ridel", Charles Carpentier, Lucien Feuillade ("Luc Daurat") et Guyard, manifestèrent contre les accords et les résolutions du congrès de l'Union anarchiste (4). Le congrès eut lieu du 30 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 1937. Il fallut adopter de nouvelles mesures d'organisation pour faire face à la forte croissance du nombre de militants et de la diffusion du *Libertaire* qui avaient également quadruplés l'année précédente. Mais le thème qui centralisa et envenima le débat du congrès fut celui de la solidarité avec l'Espagne. En réalité, ce fut lorsque les résolutions adoptées au congrès affirmèrent "*la totale solidarité de l'Union anarchiste avec l'Espagne*", ce qui confirmait la solidarité et l'approbation d'une partie des anarchistes français au collaborationnisme de la CNT et de la FAI avec le gouvernement bourgeois et républicain espagnol.

Ridel commença le débat par la critique des erreurs les plus importantes de l'UA, durant l'année écoulée. Elles sont pour lui les suivantes:

- 1.- L'anarchisme doit être un secteur du mouvement ouvrier et non une philosophie.
- 2.- La structure organisationnelle, qui devait être changée, car elle attribuait toute la charge de travail à cinq ou six postes à responsabilité, plutôt qu'à toute l'organisation.
- 3.- La cohérence politique, qui devait être renforcée.
- 4.- Le manque de préparation du Congrès.
- 5.- La participation regrettable au meeting au vélodrome d'hiver (5), des staliniens Cachin et Jouhaux (6).

Il ajouta qu'il se permettrait d'exposer dans *Le Libertaire* les différentes positions politiques des anarchistes espagnols. Au congrès français la majorité prononça des phrases dignes de figurer dans une anthologie des partisans du collaborationnisme anarchiste avec l'État républicain.

Servant, en réponse aux critiques de Ridel, a dit:

*"Et s'il y a erreur des anarchistes espagnols, ce n'est pas d'avoir collaboré au gouvernement avec les secteurs politiques, c'est de n'avoir pas conservé cette collaboration."*

De même, plus laconiquement, se référant à l'abandon des principes par les anarchistes espagnols, Sail Mohamed a dit: "*Pour avoir un fusil, j'aurais fait toutes les concessions.*"

À la fin de la première séance, le congrès a rejeté la motion "Ridel" appelant à l'existence de groupes d'usine avec la plénitude de droits et approuvant la motion qui estimait ces groupes comme des éléments pour le recrutement mais sans autorité. Cela signifie que l'anarchisme français renonçait fermement à s'organiser dans les usines, et a opté pour une organisation de type local plus appropriée pour cultiver la philosophie que la lutte des classes.

La deuxième session fut exclusivement consacrée au débat sur l'Espagne. A l'argumentation de Fremont, extrêmement compréhensive sur l'abdication des principes anarchistes en faveur de la collaboration avec le gouvernement, Daurat répondit sur la question clé de la prise du pouvoir dans la révolution.

*«La question doit être posée sur le terrain politique. Est-il impossible d'établir le communisme libertaire ? Entre prendre le pouvoir et participer à un gouvernement Négrin ou Caballero, il y a une position minimum pour les anarchistes, c'est-à-dire faire appel aux organisations syndicales, créer un comité de coordination réalisant une formule*

*révolutionnaire logique pour la période transitoire, et organisant la dictature du prolétariat sur un plan démocratique par un gouvernement des syndicats(7). Mais, objecte-t-on, il existe des partis politiques avec lesquels il est nécessaire de faire un bout de chemin. J'estime qu'il ne faut pas se faire d'illusions et ne pas perdre de vue que les partis bourgeois n'ont d'autre but que l'avortement de la révolution..*

*En conséquence, le bout de chemin doit cesser à un certain moment. Rappelons-nous les événements de Mai et les anarchistes emprisonnés. La situation est-elle si désespérée ou faut-il se résigner et implorer de Paris et de Londres une paix honteuse ? Ou alors les anarchistes doivent tenter de redresser la situation révolutionnaire. Dans un récent article du **Libertaire**, Gaston Leval justifie les compromissions, déclare qu'il était impossible d'envisager autre chose qu'un gouvernement de synthèse (anarchistes, socialistes autoritaires et républicains). Ne vaut-il pas mieux organiser la paix ? Ou réviser de fond en comble notre doctrine? Il semble qu'il convient de ne plus parler d'anarchisme dans ce qu'on appelle révolution espagnole. Quelles sont en effet les réalisations en Espagne? Les collectivités en Aragon et en Catalogne ? Mais elles sont soumises au gouvernement bourgeois (Ascaso en prison) et ne sont de ce fait que de simples coopératives. Le principe de la démocratie ouvrière demandait qu'après le 19 juillet on constitue des comités ouvriers CNT-UGT. La réponse: " Nous sommes contre la prise du pouvoir ", est insuffisante et l'anarchisme ne doit pas être abandonné pour la dictature du prolétariat. Il faut faire le gouvernement des syndicats. (8)"*

En fin de compte Lucien Feuillade ("Luc Daurat") défendit la position anarcho-syndicaliste comme alternative au collaborationnisme gouvernemental.

Guyard également a manifesté son opposition à la position de la majorité du congrès, qui approuvait le collaborationnisme des dirigeants anarchistes espagnols:

*"La participation ministérielle de la CNT au pouvoir en Espagne fut néfaste, il y eut des ministres anarchistes dans le même temps qu'il y avait des anarchistes en prison. Ce fut un manque d'énergie du ministre de la Justice qui eût put agir sur les organisations syndicales. "*

L'intervention du délégué de "Paris 14" a été très intéressante après avoir indiqué que la participation des anarchistes au gouvernement a été désastreuse, il a critiqué les positions sur l'Union soviétique et les staliniens défendues par *Solidaridad Obrera* et *Catalunya*, a constaté que la FAI s'est convertit en parti politique. Dans ses critiques des diverses organisations et des dirigeants, il excluait expressément les *Jeunesses Libertaires* et les *Amis de Durruti*.

Après un long débat confus dans lequel la plupart du congrès rejeta largement leurs arguments, Carpentier et Ridet intervinrent pour résumer les positions rencontrées sur le cas espagnol, qu'ils désiraient mettre en avant. D'abord, le droit de faire des critiques justes et opportunes de la FAI et de la CNT, sans qu'elles soient supposées attaquer ou trahir qui que ce soit. Ils notèrent l'existence d'une opposition au collaborationnisme en Espagne même, incarné par *Les Amis de Durruti*. En second lieu, ils déclarèrent qu'il était logique de dire à ceux qui ont combattu Franco qu'il fallait se battre jusqu'à la fin, mais aussi qu'il fallait lutter contre le gouvernement républicain. Le discours de la majorité en est venu à dire qu'en Espagne, il n'y avait pas eu de révolution. En dernier lieu ils soulignèrent leurs critiques de la désastreuse tactique de la FAI, qui a accepté le partage des responsabilités gouvernementales sur un pied d'égalité avec les partis politiques en dépit de sa supériorité numérique. Ils constatèrent le manque de préparation de la CNT-FAI et le divorce entre la base et sa direction. En outre, l'existence de ministres anarchistes empêcha les troupes du front d'Aragon de venir à Barcelone en Mai 37, et le manque de coopération des staliniens aboutit au désastre militaire en Aragon.

Ridet fit une très dure critique du mouvement anarchiste espagnol:

*"Il faut procéder à la critique du mouvement espagnol, parce qu'il met en relief les défauts de tout mouvement anarchiste ; pas de plan économique, pas de programme. La collaboration de classes et ministérielle s'est révélée impuissante, il eût fallu réaliser la menace de Durruti: «prendre l'argent de la Banque d'Espagne."*

Ridel a manifesté son accord avec Daurat se définissant non comme antifasciste, mais comme anti-capitaliste. Dans son discours Ridel rejeta autant les puristes que les collaborationnistes. Selon lui, la CNT pouvait se joindre dans la lutte à d'autres partis politiques, mais jamais avec les partis bourgeois ni dans un gouvernement bourgeois. Et enfin il affirma que:

*«S'il est impossible à la classe ouvrière de faire seule la révolution, alors la révolution est impossible».*

La réunion se termina par plusieurs interventions de la majorité mettant en lumière les arguments suivants en faveur de la politique collaborationniste de l'anarchisme espagnol:

- 1.- Nous ne pouvons ni ne devons pas constituer un tribunal jugeant les camarades espagnols.
- 2.- Le manque d'armes et le poids des circonstances imposèrent la nécessité de collaborer avec d'autres partis et avec le gouvernement bourgeois dans la lutte contre le fascisme.
- 3.- Si en Mai 37 avait été proclamé le communisme libertaire, les anarchistes auraient été écrasés par les autres organisations et le gouvernement républicain.
- 4.- Il n'y a pas eu abandon des principes de la part de la CNT, il n'y a pas eu trahison de la part des ministres anarchistes, c'était la seule chose que l'on pouvait faire.
- 5.- Le repli adopté par l'anarchisme espagnol était préférable à son écrasement, il a permis la collectivisation des entreprises ce qui témoigna de la valeur des conceptions révolutionnaires anarchistes.

Au cours de la troisième session du congrès, l'action du Comité pour la liberté de l'Espagne a été examinée, il a été créé par l'UA en vue d'étendre et de renforcer la solidarité internationale antifasciste. Ridel et Guyard approuvèrent les travaux du Comité, objectant qu'il ne sanctionnait pas le nouvel organisme prévue (Solidarité Internationale Antifasciste (SIA)) et regrettant que les meetings du Vélodrome d'hiver se firent sans consigne commune. Le débat prit fin avec l'approbation de la création de la SIA.

Dans l'après-midi, il a été débattu de l'organisation de l'UA. Frémont fut chargé de l'ouverture du débat. Dans son discours, il a cherché à calmer les critiques de l'opposition en faisant valoir que l'organisation a toujours eu raison et que les désaccords sur certains aspects partiels devaient disparaître en face de l'adversaire:

*"L'organisation a toujours raison. Actuellement, nous pouvons avoir certaines divergences sur des points de détail avec nos camarades espagnols, mais toute divergence doit disparaître devant l'adversaire. Même en cas de désaccord, la solidarité et l'esprit de l'organisation nous amènent à justifier publiquement la position de la FAI."*

Le congrès prit fin par la victoire absolue des thèses défendues par la majorité, marquée cependant par une forte défense des dissidents Ridel, Daurat, Guyard et Carpentier et des critiques de la dérive du mouvement anarchiste espagnol, consignées alors par le congrès français de l'UA.

Au moins en France la critique ouverte de la position idéologique de l'anarchisme d'État a été possible, et a mis en lumière l'existence d'une opposition libertaire contre l'abandon des principes anarchistes et du collaborationnisme de la CNT-FAI. Cela n'a pas été possible en Espagne, où les comités dirigeants ont tenté d'expulser des *Amis de Durruti*, et en tout état de cause, ont abouti à leur ostracisme et à la clandestinité. En France, le débat fut seulement possible une fois que les anarchistes furent déchargés (comme l'a constaté Ridel au cours du congrès) des tâches gouvernementales.

Mais en tout cas le résultat fut similaire que ce soit en Espagne et en France: l'absolue marginalisation des dissidents par la majorité partisane du collaborationnisme avec les partis bourgeois, même au sein d'un gouvernement capitaliste.



En Février 1938, "Charles Ridel" (Charles Cortvrint) fonde avec "Luc Daurat" (Lucien Feuillade), la revue *Révision*. Dans cette revue anarchiste de théorie et d'analyse sont présentées et défendues les positions des *Amis de Durruti*, les dissidents du congrès purent développer leurs analyses sur la situation internationale, ainsi que sur des sujets intéressants la théorie politique, principalement sur la question de l'État.

Dans le premier numéro a été publié un manifeste signé par Maire-Louise Berneri, Suzan Broad, "Luc Daurat" (Lucien Feuillade), René Dumont (9), Greta Jumin, Marester, Jean Meier, Jean Rabaud, "Charles Ridel" (Charles Cortvrint) et Sejourne qui expliquaient les raisons qui rendaient nécessaire l'émergence de cette nouvelle revue. La revue fut considérée comme la plate-forme commune de jeunes révolutionnaires, ayant différentes convictions politiques, que ce soit des marxistes ou des anarchistes, d'accord sur la nécessité d'examiner et de critiquer les positions obsolètes, que se soit le caractère opportuniste ou le puriste étroitement associé au mouvement anarchiste, que ce soit le sectarisme socialiste ou stalinien ou que ce soit l'hyper-critique des différentes oppositions communistes. La revue, bien que se déclarant libertaire, était indépendante de toute organisation ou parti et fut considérée non seulement comme ouverte à la critique et à l'analyse de la réalité existante, mais aussi à la théorisation des expériences de la révolution russe et espagnole, ainsi qu'au phénomène fasciste en Italie et en Allemagne.

Le numéro 3 de la revue, daté d'avril 1938, a publié en monographie une étude collective des problèmes relatifs à l'État et à la révolution. Il s'agit d'une étude rigoureuse et très intéressante de la question de l'État et des problèmes posés par la révolution prolétarienne, en faisant une présentation critique des thèses socialistes, stalinienne et anarchistes. L'étude prit fin au numéro 4 de la revue. Comme partie à part de l'étude sur l'État et la Révolution est exposé le programme des *Amis de Durruti* qui, du fait de son intérêt exceptionnel, est reproduit dans son intégralité:

*"Enfin, l'expérience espagnole, en faisant passer au feu de l'épreuve toute la doctrine anarchiste, a permis à une organisation catalane, Les Amis de Durruti, d'établir un programme simple et précis où il est question des organes devant répondre aux besoins de la lutte civile. Ce programme se rapproche beaucoup de la conception syndicaliste ; d'autre part, il fait apparaître pour la première fois dans la conception libertaire une conception nette d'un organe centralisé devant faire face aux dangers les plus pressants.*

Reproduit ci-après, comme *Les Amis de Durruti* l'ont publié (10):

«I — Constitution d'une Junte révolutionnaire ou d'un Conseil Nationale de Défense. *Cet organisme se constituera de la manière suivante : les membres de la junte révolutionnaire seront élus démocratiquement par les organisations syndicales. Il sera tenu compte du nombre de camarades déplacés au front qui devront nécessairement avoir leur représentation. La junte ne s'immiscera pas dans les décisions économiques, qui sont du domaine exclusif des syndicats.*

*Les fonctions du Conseil révolutionnaire sont les suivantes:*

- a) *Diriger la guerre;*
- b) *Veiller à l'ordre révolutionnaire;*
- c) *Relations internationales;*
- d) *Propagande révolutionnaire.*

*Les postes seront périodiquement renouvelés pour éviter que nul n'y reste en permanence. Et les assemblées syndicales exerceront le contrôle des activités de la junte.*

II — Tout le pouvoir économique aux syndicats. *Les syndicats ont démontré depuis Juillet leur grand pouvoir constructeur. S'ils n'avaient été relégués à un rôle de second plan, ils auraient fourni un grand rendement. Ce seront les organisations syndicales qui formeront la structure de l'économie prolétarienne. Tenant compte des modalités des syndicats d'industrie et des fédérations d'industries, il pourra se créer un Conseil de*

*l'Économie dans le but de mieux coordonner les activités économiques.*

III —Communes libres. (...) *Les communes se chargeront des fonctions sociales qui échappent au domaine syndical. Et comme nous voulons construire une société nettement de producteurs, ce seront les propres organismes syndicaux qui nourriront les centres communaux. Et là où il n'y a pas d'intérêts divergents il ne pourra exister d' antagonismes.*

*Les communes se constitueront en fédérations locales, régionales et péninsulaires. Les syndicats et les communes noueront des relations sur le plan local, régional et national.*

*Les Amis de Durruti préconisent également une série de mesures telles que la lutte contre la bureaucratie et les salaires anormaux ; l'établissement d'un salaire familial ; la socialisation de la distribution et le rationnement ; le contrôle syndical des milices ; l'organisation de la police par les syndicats ; la socialisation agraire ; une politique internationale basée sur les centres ouvriers à l'étranger et leur action ; l'alliance entre les syndicats ouvriers des différentes tendances à l'exclusion des bureaucrates, des profiteurs et des couvertures syndicales des partis politiques ; le refus de collaborer avec les forces bourgeoises et étatiques ou de les renforcer de quelque manière que ce soit.*

*C'est – nous semble-t-il – le premier programme concret défendu publiquement par une tendance anarchiste s'appliquant à une situation donnée et composé de mots d'ordre précis."*

En particulier, "Charles Ridel" a souligné le caractère syndical, ou si l'on veut anarcho-syndicaliste, du programme des *Amis de Durruti*. En outre lorsque Ridel fait allusion aux alliances syndicales aussi bien dans ses interventions au congrès de l'UA, que dans *Révision*, il semble faire référence à l'UGT. Et en cela, il fait une interprétation erronée de Badius, parce que *Les Amis de Durruti*, après Mai 37, savaient que l'UGT en Catalogne était une organisation syndicale stalinisée avec laquelle aucune alliance n'était possible. Lorsque *Les Amis de Durruti* parlent de syndicats, ils font normalement référence aux différents syndicats de branche (métallurgie, textile, alimentation, etc ...) de la CNT et non à l'UGT.

Dans ce même numéro 4 de *Révision* apparaît une invitation pour une conférence de Ridel le mercredi 6 avril 1938 à Paris sur "*la position et le programme des Amis de Durruti*". Nous pouvons affirmer alors, que "Charles Ridel", après le congrès de l'UA de novembre 1937, est devenu un propagandiste et un défenseur des positions et du programme des *Amis de Durruti* en France.

Le numéro 5 de *Révision* fut publié en juin-juillet 1938 et ne paraîtra plus pendant une année, en raison de la flambée des prix de l'impression, du reflux du mouvement ouvrier français et de la faiblesse du groupe éditeur.

Le 26 janvier, Barcelone tombe aux mains des troupes de Franco. En février, on assista au passage de la frontière française par des centaines de milliers d'exilés espagnols. Parmi eux, il y eut Jaime Badius qui, dans son évasion du camp de concentration de la Tour de Carol, a perdu une valise pleine de documents.

En août 1939, le numéro 6 de *Révision* publie des textes signés du Groupe franco-espagnol des *Amis de Durruti*. Le groupe était soutenu par les dissidents du congrès de l'UA et les éditeurs de la revue *Révision*, qui sympathisaient avec les positions des *Amis de Durruti*, tout en développant de très vives critiques au mouvement anarchiste officiel. Les militants les plus actifs et importants du groupe dissident étaient Lucien Feuillade et Charles Cortvrint qui comptaient également sur l'appui et la solidarité d'André Prudhommeaux, directeur de *L'Espagne nouvelle*.

Le numéro 6 de *Révision* parut avec le surtitre « courrier des camps de concentration » et publia des communiqués signés par le Groupe franco-espagnol des *Amis de Durruti*. En réalité tout le numéro était consacré à l'Espagne, aux conditions de vie des espagnols exilés dans des camps de concentration et à la manifestation de solidarité et de soutien du groupe éditeur à la défense du programme défendu pendant la guerre par les *Amis de Durruti*.

La revue se fait l'écho des discriminations du SIA contre les membres des *Amis de Durruti*, parce qu'ils

avaient osé publier dans *Le Réveil Syndicaliste* un article critique contre les dirigeants anarchistes espagnols.

Les documents signés par le Groupe franco-espagnol (ou aussi : Regroupement franco-espagnol) des *Amis de Durruti*, sont les suivants:

- 1.- «L'évolution de la démocratie française" (en français).
- 2.- "Une nouvelle étape. Nous sommes ceux de toujours" (en espagnol).
- 3.- "La tragédie espagnole" (en espagnol).

A également été publié dans ce numéro, un "Document provisoire que la Commission des relations des camps de concentration envoya à la Représentation permanente des ex-Cortes républicaines espagnoles», publié en espagnol, qui donne son adhésion au Regroupement des *Amis de Durruti* ainsi qu'une série de lettres contenant de brèves nouvelles et d'articles rédigés en espagnol, qui apparaissent sans aucune signature.

Le fait le plus important de ce numéro de *Révision*, daté d'août 1939, est précisément la preuve de la formation du Groupe franco-espagnol des *Amis de Durruti*, en exil en France, bien que la déclaration de guerre de l'Allemagne, et par conséquent, la mobilisation générale au début du mois de septembre rendit impossible la continuité du Groupe.

De son côté, André Prudhommeaux décida de publier un numéro triple de *L'Espagne nouvelle*, avec comme sous-titre "L'Espagne indomptée", en date de juillet-septembre 1939 où apparaissent deux articles de Balius que nous analyserons dans le prochain chapitre. Dans ce numéro de *L'Espagne nouvelle* certains articles signés par AP (André Prudhommeaux), Ridet, Hem Day, Malander et Ernestan, très proche des positions critiques des *Amis de Durruti*, sont intéressants.

Est également publié en anglais un article intitulé " *The Friends of Durruti accuse*" signé du "Groupe franco-espagnol des *Amis de Durruti*», qui figure dans le numéro de juin-juillet 1939 de *Solidarity*, organe de l'Anti-Parliamentary Communist Federation (APCF) (11). La publication de l'article des *Amis de Durruti* est probablement due à Jane Patrick et Ethel MacDonald, qui durant son séjour en Espagne d'octobre 1936 à 1938, a défendu des positions critiques sur le collaborationnisme gouvernemental de la CNT-FAI.

En France et au Royaume-Uni, la guerre d'Espagne a conduit à un renouveau et un développement du mouvement anarchiste, mais également à l'émergence de positions politiques opposées, ils ont évoqué la nécessité de choisir entre le réformisme des collaborationnistes de la direction de la CNT officielle et les critiques révolutionnaires radicales des *Amis de Durruti*. Nous avons déjà vu qu'en France, cela a signifié l'expulsion du congrès de l'UA du secteur critique formé entre autre par Ridet et Carpentier ; au Royaume-Uni, le processus a abouti à la scission du secteur anarchiste au sein APCF et à la formation de la Glasgow Anarchist-Communist Federation.

Dans les deux pays, André Prudhommeaux (12) a agi en tant que garant et diffuseur des analyses critiques des *Amis de Durruti*. C'est André Prudhommeaux qui a envoyé des copies de *l'Amigo del pueblo* à "Chazé" (13), qui l'a traduit et publié dans l'organe du groupe de l'Union Communiste, intitulé *L'Internationale* (il a également publié des textes de Josep Rebull encourageant la position de la gauche du POUM). C'est probablement, André Prudhommeaux qui a également envoyé les textes des *Amis de Durruti* à son amie Ethel MacDonald (14) qui ont été publiés dans *Solidarity*.

### Réflexions de Balius en exil en 1939.

Balius publia, en exil, deux articles dans la revue anarchiste française *L'Espagne nouvelle* (15). Le

premier commémore le troisième anniversaire du 19 juillet et le deuxième est consacré à Mai 37.

Les deux articles sont le résultat d'une longue et mûre réflexion de Balius qui les signa en tant que "secrétaire *des Amis de Durruti*".

Ces deux articles se détachent par l'exactitude des termes utilisés et par l'accent mis sur les problèmes fondamentaux posés par la révolution espagnole. La pensée de Balius sur la question du pouvoir est donc présentée avec une grande clarté, ainsi que le rôle essentiel de la direction révolutionnaire, la nécessité de détruire l'État et de mettre en œuvre à sa place de nouvelles structures (dans ses précédents écrits, il s'agissait d'une junte révolutionnaire) capables de réprimer les forces contre-révolutionnaires.

Dans l'article intitulé "*Juillet 1936: signification et portée*" il critiquait ceux qui affirmaient que les journées de Juillet furent seulement le résultat de la lutte contre le soulèvement militaire et celui des fascistes, à savoir que "*sans rébellion militaire il n'y aurait pas eu de mouvement populaire armé.*" Balius, au contraire, fait valoir que cette conception a un caractère frontiste et est le résultat de la subordination de la classe ouvrière à la bourgeoisie républicaine qui fut la principale cause de la défaite du prolétariat. Balius nota le rejet par la bourgeoisie républicaine de l'armement des travailleurs pour lutter contre le soulèvement fasciste:

*"A Barcelone même nous avons dû subir l'attaque contre le syndicat des Transports par les sbires de la Generalitat qui, quelques heures avant la bataille décisive, continuait de vouloir nous retirer les armes que nous avions prises à bord du Manuel Arnús, et que nous allions utiliser pour lutter contre les fascistes."*

Selon Balius, la victoire n'a été remportée sur l'armée que là où les travailleurs ont affronté les fascistes les armes à la main de façon résolue, et sans aucun pacte d'aucune sorte avec la petite bourgeoisie. Là où, comme à Saragosse, les travailleurs ont hésité ou pactisé, les fascistes ont triomphé.

D'après Balius, ce n'est pas la victoire des forces militaires dans certaines régions d'Espagne qui a constitué le problème le plus important en juillet 1936, mais celui qui s'est posé dans la zone républicaine : qui prend le pouvoir, qui dirige la guerre ? Il y avait seulement deux réponses possibles : la bourgeoisie républicaine ou le prolétariat:

*"Mais le problème le plus important se posait dans notre zone. Il s'agissait de décider qui avait vaincu. Étaient-ce les travailleurs ? En ce cas, la direction du pays nous appartenait. Mais, et la petite bourgeoisie ? Là fut l'erreur."*

Balius affirme que la classe ouvrière, malgré tout, aurait du prendre le pouvoir en juillet 36. C'était la seule garantie et la seule chance pour gagner la guerre:

*"La CNT et la FAI qui en Catalogne étaient l'âme du mouvement, auraient pu donner au fait accompli de Juillet sa véritable couleur. Qui aurait pu s'y opposer? Au lieu de cela, nous avons permis au parti communiste (PSUC) de regrouper les arrivistes, la droite bourgeoise, etc. ... sur le terrain de la contre-révolution."*

*Dans de moments pareils, c'est à une organisation de prendre la tête. Une seule était en mesure de le faire : la nôtre. [...] Si les travailleurs avaient su être les maîtres de l'Espagne antifasciste, la guerre eut été gagnée, et la révolution n'aurait pas eu à subir dès le début tant de déviations. Nous pouvions triompher. Mais ce que nous avons su gagner avec quatre pistolets, nous l'avons perdu, ayant de pleins arsenaux d'armes. Les coupables de la défaite, il faut les chercher au-delà des assassins à gage du Stalinisme, au-delà des voleurs du type Prieto, au-delà des canailles comme Negrín, et au-delà des réformistes de naguère ; nous avons été les coupables pour ne pas avoir su en finir avec toutes ces canailles [...] Mais si tous, solidairement, nous sommes coupables, il en est qui ont une charge particulièrement lourde de responsabilités. Ce sont les dirigeants de la CNT-FAI dont l'attitude réformiste en Juillet, et surtout l'intervention contre-révolutionnaire en Mai 37, ont barré la route à la classe ouvrière et porté le coup mortel à la révolution. "*

Balius résolut de cette manière les mille doutes et les objections qui furent soulevées par les dirigeants anarchosyndicalisme en juillet 36 : sur la présence minoritaires des anarchistes en dehors de la

Catalogne, sur la nécessité de maintenir l'unité antifasciste et sur les démissions constantes que la guerre imposait à la révolution. Balias a fait valoir que la victoire des anarchistes en Catalogne aurait pu conduire à un rapide écrasement du soulèvement fasciste dans toute l'Espagne, si le prolétariat avait pris le pouvoir. Selon Balias,

l'erreur a été commise en juillet 1936: ne pas prendre le pouvoir

. Et de cette erreur est née la rapide dégénérescence et les difficultés de la révolution. La montée de la contre-révolution a été rendue possible en raison de cette erreur, qui fut le principal architecte du stalinisme. Mais Balias notait qu'il ne s'agissait pas de charger la responsabilité des staliniens et de la bourgeoisie républicaine, mais aussi celle des dirigeants anarchistes qui ont renoncé à la révolution prolétarienne en faveur de l'unité anti-fasciste, c'est-à-dire la collaboration avec la bourgeoisie, l'État et les institutions capitalistes.

Dans l'article consacré aux événements de Mai à Barcelone, intitulée "*Mai 1937; date historique pour le prolétariat*", Balias a caractérisé les deux années qui ont suivi Mai 37 comme une simple conséquence des journées révolutionnaires. Selon Balias, Mai 37 n'était pas une protestation, mais une insurrection révolutionnaire et consciente du prolétariat catalan, qui avait alors remporté

une victoire militaire et subi un échec politique

.  
L'échec est dû à la trahison des dirigeants anarchistes. Là encore, nous trouvons l'accusation de trahison, qui fut lancée à l'époque de Mai 37 par *Les Amis de Durruti*, bien que plus tard cette accusation sur *L'ami du peuple* fut retirée:

*"Mais voici que se manifeste la trahison de l'aile réformiste de la CNT-FAI. Répétant la défection commise pendant les journées de Juillet, ils se situent de nouveau aux côtés des démocrates bourgeois. Ils donnent l'ordre de cesser le feu. Le prolétariat résiste à cette consigne et avec une rageuse indignation, passant par dessus les ordres des dirigeants timorés, il continue à défendre ses positions. "*

Balias présenta de façon suivante le rôle joué en Mai par *Les Amis de Durruti*:

*"Nous, Les Amis de Durruti, qui nous battions en première ligne, nous prétendions empêcher le désastre qui n'aurait pas manqué de fondre sur le peuple, s'il avait déposé les armes. Nous lui lançâmes la consigne de rouvrir le feu et de ne plus interrompre la lutte sans poser ses conditions. Malheureusement, l'esprit offensif était déjà brisé, et la lutte se trouva liquidée sans avoir atteint ses fins révolutionnaires. "*

Balias, avec une grande force expressive, a mis en évidence le paradoxe de la victoire militaire du prolétariat et de sa déroute politique:

*"Dans l'histoire de toutes les luttes de caractère social, ce fut la première fois que des vainqueurs se rendirent à des vaincus. Et sans même conserver la moindre garantie que serait respectée l'avant-garde du prolétariat, on procéda à la démolition des barricades : la cité de Barcelone reprit son aspect habituel comme si rien ne s'était passé."*

Balias, a déjà abandonné la phase d'insulte des dirigeants traîtres, qui n'expliquait rien, il analysa les journées de Mai comme le carrefour entre deux voies: soit la renonciation définitive à la révolution soit la prise du pouvoir. Et il expliqua le recul régulier des anarchistes, depuis Juillet, à la désastreuse politique de front populaire et d'alliance avec la bourgeoisie républicaine. Et aussi, comme conséquence du divorce existant au sein de la CNT entre la direction contre-révolutionnaire et sa base révolutionnaire. Mai 37 a échoué parce que les travailleurs n'ont pas trouvé de direction révolutionnaire :

*"Le prolétariat se trouvait à un carrefour décisif. Il pouvait seulement choisir entre deux voies: ou se soumettre à la contre-révolution, ou s'apprêter à imposer son propre pouvoir, le pouvoir prolétarien.*

*Le drame de la classe ouvrière espagnole se caractérise par le divorce le plus absolu entre la base et ses dirigeants. La direction fut toujours contre révolutionnaire. En revanche, les travailleurs espagnols [...] ont toujours été bien au-dessus de leurs dirigeants en ce qui concerne la vision des événements et leur interprétation. Si ces héroïques travailleurs avaient trouvé une direction révolutionnaire, ils auraient écrits devant le monde entier une des pages les plus importantes de son histoire. "*

Selon Balius en Mai de 37 le prolétariat catalan, AVAIT ENJOINT À LA CNT DE PRENDRE LE POUVOIR:

*"Mais l'aspect primordial des événements de Mai, il faut le chercher dans la décision inébranlable du prolétariat de placer une direction ouvrière à la tête de la lutte armée, de l'économie et de toute l'existence du pays. C'est-à-dire – pour tout anarchiste qui n'a pas peur des mots – que le prolétariat luttait pour la prise du pouvoir qui se serait réalisée en détruisant les vieilles armatures bourgeoises et en édifiant, à la place, une nouvelle structure reposant sur les comités apparus en Juillet, et bientôt supprimés par la réaction et les réformistes. "*

Dans ces deux articles Balius a soulevé la question fondamentale de la révolution et de la guerre civile espagnole, sans laquelle il est impossible de comprendre ce qui s'est passé: la question du pouvoir. Et en outre, il nommait les organes qui devaient incarner ce pouvoir et, par-dessus tout, il reconnaissait la nécessité de détruire l'appareil de l'État capitaliste pour reconstruire un pouvoir prolétarien à sa place. En outre, Balius indiquait comme échec de la révolution espagnole l'absence de direction révolutionnaire.

Certes, après la lecture de ces deux articles, il faut reconnaître que l'évolution de la pensée politique de Balius, basée sur l'analyse des riches expériences développées au cours de la guerre civile, l'a conduit à poser les questions tabous de l'idéologie anarchiste:

- 1.- nécessité de la prise du pouvoir par le prolétariat;
- 2.- inévitable destruction de l'appareil d'État capitaliste et la construction d'un autre, prolétarien;
- 3.- rôle essentiel de la direction révolutionnaire.

Ceci n'exclut pas d'autres aspects de la pensée de Balius, peut-être secondaires, qui ne sont pas abordés dans ces articles et qui restent fidèles à la tradition de l'idéologie anarcho-syndicaliste :

- 1.- direction de l'économie par les syndicats;
- 2.- comités : organes du pouvoir prolétarien;
- 3.- municipalisation de l'administration ...

Il ne fait aucun doute que Balius, à partir des fondements idéologiques de l'anarcho-syndicalisme espagnol, a fait un énorme effort pour assimiler les expériences brutales de la guerre civile et de la révolution espagnole. Le mérite du Regroupement réside précisément dans cet effort pour comprendre la réalité et assimiler les expériences vivantes du prolétariat espagnol. **Il était plus confortable d'être un ministre anarchiste qu'un anarchiste révolutionnaire.** Il était plus facile de renoncer à sa propre idéologie, à savoir renoncer aux principes "à un certain moment" pendant les moments de vérité, pour les reprendre lorsque la défaite et l'histoire rendrait les contradictions irrelevantes. Comme l'ont fait Federica Montseny ou Abad de Santillan, parmi beaucoup d'autres. Il est plus facile à défendre l'unité antifasciste, la participation aux tâches de gouvernement d'un État capitaliste, la militarisation pour se soumettre à une guerre menée par la bourgeoisie républicaine que de s'affronter aux contradictions, et affirmer que la CNT doit prendre le pouvoir, que la guerre ne pouvait seulement être gagnée si c'était le prolétariat qui la dirigeait, qu'il était nécessaire de détruire l'État capitaliste, et surtout qu'il était

nécessaire que le prolétariat crée les structures de son propre pouvoir, qu'il utiliserait la force pour réprimer la contre révolution, et qu'il était impossible de faire tout cela sans une direction révolutionnaire. QUE CES CONCLUSIONS FURENT OU NON ANARCHISTE, CELA IMPORTAIT PEU A CEUX QUI NE SE DEMANDAIENT PAS SI C'ÉTAIT ANARCHISTE DE SAUVER L'ÉTAT CAPITALISTE.

L'idéologie anarcho-syndicalisme a été soumise de 1936 à 1939 à une série de tests importants sur sa capacité, sa cohérence et sa validité. La pensée de Balius, et celle du *Regroupement des Amis de Durruti*, furent les seules tentatives théoriques valables (16) d'une groupe anarchiste espagnol pour résoudre les contradictions et l'abandon des principes qui caractérisaient la CNT et la FAI. Si l'effort théorique de Balius et du *Regroupement* les a amené à adopter certains enseignements jugés comme non-anarcho-syndicalistes, peut-être serait-il nécessaire d'accepter l'échec de l'anarchisme comme théorie révolutionnaire du prolétariat ? Balius et le *Regroupement* n'ont jamais rien dit sur cela, et ils se sont toujours sentis anarchistes, tout en critiquant la défense du collaborationnisme d'Etat de la CNT. Ils se sont toujours opposés aux tentatives de leur expulsion de la direction cénétiste. Ils éviteront à tout prix de sortir de la CNT.

Nous n'osons pas qualifier cette position de cohérente ou contradictoire. La répression stalinienne qui s'abattit sur tous les révolutionnaires, après des journées de Mai, ne tomba pas sur le regroupement en tant que tel, bien que son local social fut fermé par la police et sa presse éditée clandestinement, car elle s'est généralisée à tous les militants cénétistes révolutionnaires (17). Cela permet, sans doute, d'empêcher une meilleure clarification théorique et la rupture organisationnelle, mais de toute façon nous ne croyons pas qu'elle se serait jamais produite.

Toutefois, nous reconnaissons que notre analyse est plutôt politique, complexe, dérangeante et problématique; il est beaucoup plus commode, arbitraire, académique et propre à l'historiette ou aux bandes dessinées en usage, de recourir au «deus ex machina » de l'entrisme et de l'influence des trotskistes sur Balius et *Les Amis de Durruti*. Il est également simple et commode d'accuser les dirigeants d'être des traîtres, et la masse cénétiste de sots incapables de s'opposer à la trahison, "*qui explique tout.*" Ridet a exposé sa déception dans un article intitulé "*Pour repartir*" [\*] qui résume de façon excellente ses critiques de l'anarchisme officiel et ses positions révolutionnaires.

C'était le début d'une réflexion prometteuse et un fructueux bilan des causes de la défaite des révolutionnaires dans la guerre d'Espagne. Comme Ridet l'a noté dans l'article déjà cité, il ne pouvait pas être fait par les dirigeants qui avaient donné la preuve d'avoir abandonné leurs principes, mais par les combattants de la base. La mobilisation militaire qui a suivi la déclaration de guerre, puis quelques mois après l'invasion nazie de la France, a éparpillé dans le monde entier les exilés sans moyens ni ressources nécessaires pour défendre et procéder au bilan de la défaite. Et, les appareils qui l'ont causé, ne le firent jamais.

Voilà pourquoi les articles publiés *Révision* ou "*L'Espagne indomptée*" que ce soient ceux de Jaime Balius, de « Charles Ridet » ou d'André Prudhommeaux, ont tant d'importance. Ce sont les seules ébauches de bilan de la défaite que les anarchistes révolutionnaires ont essayé de réaliser au cours de ces quelques mois écoulés entre la fin de la guerre civile espagnole et le début du deuxième carnage mondial. Personne n'a encore essayé de le compléter (18).

Agustín Guillamón.

Traduction de Michel Roger.

#### NOTES :

[1] Cet article a été possible grâce à la précieuse collaboration et à l'extraordinaire courtoisie de Phil Casoar qui a découvert et nous a

fourni cette documentation pertinente, ainsi que d'excellentes notes biographiques sur Mercier Vêga, Feuillade et Carpentier. Cf. Plusieurs auteurs: Présence de Louis Mercier. Atelier de Création Libertaire, Lyon, 1999, en particulier les chapitres de Phil Casoar: "*Avec la Colonne Durruti: Ridel dans la révolution espagnole*" et Berry, David: "*Charles Ridel et la revue Révision (1938-1939)*".

[2] Charles Cortvrint, né à Bruxelles en 1914, milite depuis l'âge de 16 dans le mouvement anarchiste belge. Installé à Paris, il représente l'UA au congrès d'Orléans en 1933. Ses pseudonymes les plus connus sont Charles Ridel (utilisé en Espagne) et Louis Mercier Vêga (qui l'a utilisé en exil au Chili) qui est devenu son surnom le plus connu, avec lequel il a signé plusieurs ouvrages. Il s'est suicidé le 20 novembre 1977 date anniversaire de la mort de Durruti.

[3] Né à Reims en 1904, dans une famille ouvrière. Il a passé son enfance dans le Pas de Calais. Déporté avec son père en Allemagne pour dix ans, a terminé la Grande Guerre a travaillé dans le retrait des réservoirs de remplissage et les tranchées, puis dans les usines textiles, à la mine, au déchargement dans le port de Rouen, et ainsi de suite. A Paris dès 1924 il commença à fréquenter les anarchistes du *Le Libertaire*. Décédé en 1988.

[4] Voir *Le Libertaire* n° 574 et 575 (4 et 11 novembre 1937).

[5] Meeting organisé par l'Union anarchiste le 18 juin 1937 au Vélodrome d'hiver à Paris où Federica Montseny et Juan Garcia Oliver intervinrent. À ce meeting le groupe trotskiste *Union communiste* a distribué un "manifeste", tract recueilli et mal compris par César Martinez Lorenzo, dans son livre : il en est fait état comme d'un "Manifeste d'Union Communiste" des *Amis de Durruti* et du POUM ce qui n'a jamais existé.

[6] Cachin était un éminent dirigeant du PCF et Jouhaux le secrétaire de la CGT.

[7] Il semble vouloir défendre la Junte révolutionnaire proposée par les *Amis de Durruti* et accepter la mise en place d'une dictature du prolétariat (démocratiques pour les organisations du prolétariat, et ennemis des partis bourgeois et stalinien) ; les comités révolutionnaires qui ont surgi en juillet 1936 ne sont pas pris comme fondement du pouvoir ouvrier, mais d'un gouvernement syndical, conformément à l'idéologie anarcho-syndicalisme.

[8] Là encore nous sommes confrontés à une défense serrée des principes anarcho-syndicalisme. L'alternative proposée au collaborationnisme est un gouvernement syndical, une alliance CNT-UGT, sans tenir compte qu'en 1938, et en particulier en Catalogne, l'UGT n'est qu'une organisation stalinienne. Face à l'affirmation initiale d'un discours en faveur de la dictature du prolétariat (qui est la dictature de la classe contre les organisations contre-révolutionnaire, ce qui n'est pas la dictature d'un parti (stalinien) dictatorial, qui est pleinement démocratique en regard des organisations ouvrières révolutionnaires), on établit maintenant un conflit entre la dictature du prolétariat et l'anarchisme.

[9] Il n'a rien à voir avec René Dumont, auteur de nombreux ouvrages sur l'économie, la démographie, l'écologie et l'agriculture, parmi lesquels *L'Utopie ou la mort!*

[10] Publiée dans une brochure du regroupement des *Amis de Durruti*, rédigé par Balias "Vers une nouvelle révolution." Il s'agit d'un fragment du chapitre intitulé "Notre programme".

[11] Voir *Class war on the home front!* Une brochure de Wildcat, Manchester, 1986 qui reproduit également l'article cité.

[12] Voir la lettre d'André Prudhommeaux à "H. Chazé" [G. Davoust], dans Chazé, H.: *Chroniques de la Révolution espagnole. Union communiste (1933-1939)*, Spartacus, Paris, 1979, p. 116.

[13] Les relations politiques entre André Prudhommeaux et Gaston Davoust, ainsi que l'échange de presse entre leurs groupes respectifs, étaient antérieures au début de la guerre d'Espagne, comme nous l'avons constaté dans la lettre adressée par André Prudhommeaux à Gaston Davoust le 25 mai 1935 et gracieusement mis à notre disposition par Henri Simon.

[14] Sur Ethel McDonaal on peut consulter la brochure de Hodgart, Rhona M.: *Ethel MacDonald. Glasgow Woman Anarchist*. Pirate Press/Kate Sharpley Library, s.l., s.d. (dont Paul Sharkey a aimablement bien voulu nous donner quelques photocopies).

[15] "*L'Espagne indomptée*"., *L'Espagne nouvelle*, an III, numéros 67-69, Juillet-Septembre 1939.

[16] Le collaborationnisme a créé un grand malaise dans l'ensemble du mouvement libertaire. Après mai 1937 sont apparus avec El Amigo del Pueblo, plusieurs journaux libertaires clandestins: *Alerta, Anarquía, Libertad y Liberación*. En Catalogne, il y a eu séparation de fait des Jeunesses Libertaires en deux organisations distinctes. Les procès-verbaux des réunions de la Fédération locale (de Barcelone) des groupes anarchistes montrent que l'opposition aux dénommés "comités supérieurs" était majoritaire et en rupture absolue, mais il n'y eut jamais de concrétisation.

[17] Geró a impulsé dans le PSUC une politique de répression **sélective** qui respectait les cénétistes collaborationnistes, tout en poursuivant les anarchistes critiques et révolutionnaires. Voir le rapport de "Pedro" à Moscou, dans "*Le NKVD et le SIM à Barcelone. Quelques informations de Geró sur la guerre d'Espagne*". *Balance. Cuadernos de Historia*. Cahiers n° 22 (2001).

[\*] Dans *L'Espagne indomptée*, op. cit. [Note ajoutée à la dernière correction, la version précédente incorporait dans le texte : ", qu'il a publié dans "*L'Espagne indomptée*", numéro triple de *L'Espagne Nouvelle* » (numéros 67-69 Juillet-Septembre 1939)"]

[18] Une tentative de bilan se trouve dans Guillaumon, Agustin: *Barricadas en Barcelona. La CNT de la victoria de Julio de 1936 a la necesaria derrota de Mayo de 1937*. Ediciones Espartaco Internacional, Barcelona, 2007. Édition française: *Barricades à Barcelone, 1936-1937*, Spartacus, 2009.